GENRE, COVID-19 ET SYSTÈMES ALIMENTAIRES:

IMPACTS, RÉPONSES COMMUNAUTAIRES ET REVENDICATIONS POLITIQUES FÉMINISTES

GENRE, COVID-19 ET SYSTÈMES ALIMENTAIRES IMPACTS, RÉPONSES COMMUNAUTAIRES ET REVENDICATIONS POLITIQUES FÉMINISTES

OCTOBRE 2020

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL DES FEMMES DU MSC

AUTRICES :
JESSICA DUNCAN ET PRISCILLA CLAEYS *

* Les deux autrices ont contribué à part égale à ce rapport.

Rédaction

Cette publication est un rapport du Groupe de travail des femmes du Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSC) pour les relations avec le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) des Nations unies. Il a été rédigé par Jessica Duncan et Priscilla Claeys en consultation avec le groupe de travail des femmes et avec le soutien du secrétariat du MSC.

Les autrices tiennent à remercier toutes les femmes qui ont pris le temps, malgré leur emploi du temps très chargé, de contribuer à ce rapport.

Examen par les pairs par le groupe de travail des femmes du MSC.

PHOTOGRAPHIES : Ricardo Maldonado Rozo (EFE) | Morelia Eróstegui (PAM)| Eraldo Perez (Associated Press) | pexels.com | pixabay.com | Associated Press | Barcroft Media Via Getty Images.

Illustration de la couverture : Rini Templeton

Octobre 2020

www.csm4cfs.org

TABLE DES MATIÈRES

1. Introduction....8
2. Méthodologie....8
3. Solidarité: Les mouvements et les femmes en action....9
4. Les principes clés pour orienter les politiques....12
5. Impacts et demandes politiques....15
   - Impacts....15
   - Demandes politiques....21
   - Impacts....24
   - Demandes politiques....30
   - Impacts....33
   - Demandes politiques....35
   - Impacts....36
   - Demandes politiques....38
6. Conclusion....39
7. Messages politiques clés du Groupe de travail des femmes du MSC:....40
8. Présentation générale des entretiens réalisés....44

Références....46

RÉSUMÉ

"Nous ne reviendrons pas à la normalité, car la normalité était justement ce qui posait problème."

Avec cette phrase, projetée sur la façade d'un bâtiment à Santiago du Chili en mars 2020, les mouvements populaires et féministes ont clairement exprimé leur point de vue sur la crise COVID-19. Il s'agit d'une crise mondiale profonde et sans précédent qui exacerbe et renforce les formes systémiques préexistantes d'inégalités patriarcales, d'oppression, de racisme, de colonialisme, de violence et de discrimination, oppressions qui ne peuvent être tolérées.

Avec cette phrase, s'affirmant dans l'espace public et dans la visibilité d'un bâtiment, les mouvements féministes ont également proclamé qu'ils ne capituleraient pas devant l'isolement et le bâillonnement de leurs voix, de leurs luttes et de leurs revendications durant cette pandémie.

La pandémie du COVID-19 a révélé les vulnérabilités et les faiblesses structurelles de nos systèmes alimentaires. Le néolibéralisme, le capitalisme mondial et le féodalisme[1] ont érodé pendant des décennies nos systèmes de protection sociale et de sécurité sociale, favorisant la privation coloniale structurelle et l'accaparement des ressources naturelles du Sud, violant les droits humains, endommageant les écosystèmes et détruisant la biodiversité et renforçant la division sexuelle du travail, laissant les femmes seules face au fardeau du travail productif et reproductif social.

D'un point de vue féministe, la crise COVID-19 est en effet une crise mondiale des soins, où les États et les gouvernements n'ont pas réussi à donner la priorité aux intérêts des personnes, tandis que les sociétés (transnationales) accaparent et démantèlent de plus en plus le bien commun public pour imposer leurs propres intérêts privés. Ce schéma se retrouve également dans les systèmes de production et de consommation alimentaire actuels.

Il a été suggéré que la pandémie COVID-19 pourrait ajouter entre 83 et 132 millions de personnes au nombre total de personnes sous-alimentées dans le monde

en 2020, en fonction des différents scénarios de croissance économique.[2] Les femmes sont particulièrement vulnérables, en raison des rôles qui leur sont attribués, car elles sont littéralement en première ligne de la crise. Les femmes et les jeunes filles constituent la majorité des producteurs et des fournisseurs de denrées alimentaires pour leur ménage, elles sont en majorité des infirmières, des travailleurs sociaux et des soignants, des travailleurs agricoles et alimentaires et des enseignants. Pourtant, elles ont été constamment négligées et invisibles dans les recherches et les réponses à la pandémie.

L'inégalité et la discrimination entre les genres façonnent, et continueront de façonner de manière tangible et significative, la pandémie du COVID-19. L'esprit collectif et l'intensité émotionnelle générés pendant cette période de crise peuvent être, et ont été, mobilisés, et leurs impacts sont susceptibles d'être plus importants à présent.[3] Les efforts consacrés à l'aide mutuelle, au suivi des décisions politiques, à la défense des droits des femmes et des travailleurs, à la création de fonds de grève pour étendre les prestations de santé à celles et ceux qui ont perdu leur emploi, au renforcement de l'éducation populaire, à l'organisation de distributions de nourriture, offrent une perspective de la crise " depuis la base " et nous fournissent des exemples concrets de reconstruction du tissu social basée sur une solidarité concrète. Les mouvements féministes et de souveraineté alimentaire ont été, et continuent d'être, au centre de ces efforts.

Dans ce contexte, le présent rapport résume les recherches effectuées concernant les impacts de la crise du COVID-19 sur les femmes dans et à travers les secteurs et les régions du Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSC) pour les relations avec le Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations Unies (CSA). Faisant fond sur ces recherches, le rapport synthétise les actes d'entraide et de solidarité, ainsi que les impacts négatifs subis par les femmes à travers le monde. Il identifie les principes devant orienter les politiques et les programmes, et formule des demandes politiques concrètes autour de quatre domaines : 1) activités économiques, marchés et accès aux ressources ; 2) travaux de soins, santé publique et violence de genre ; 3) participation, représentation et équité numérique ; 4) réponses des gouvernements et protection sociale.

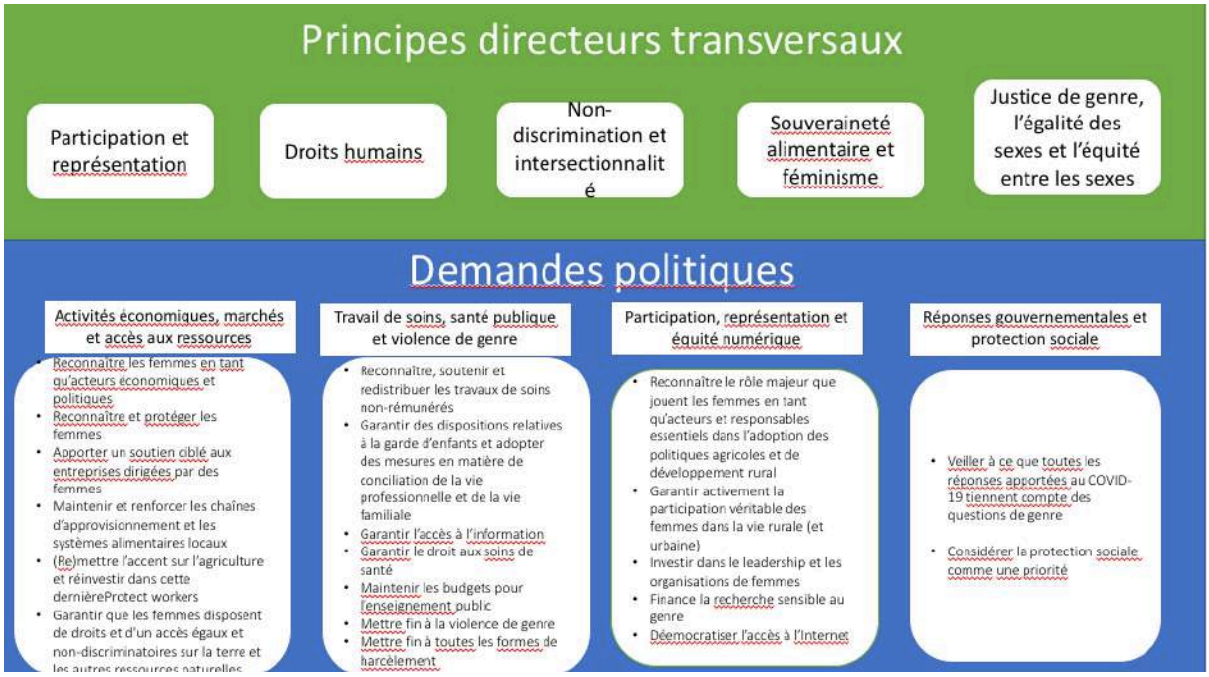

Figure 1 Résumé des demandes et principes politiques

Les entretiens réalisés et l'analyse des documents ont permis de dégager cinq principes transversaux pour orienter les politiques et les programmes en lien avec le genre, le COVID-19 et les systèmes alimentaires :

A. La participation et la représentation
B. Les droits humains
C. La non-discrimination et l'intersectionnalité
D. La souveraineté alimentaire
E. Le féminisme
F. La justice de genre, l'égalité des sexes et l'équité entre les sexes

Sur la base de ces principes, une série de demandes politiques clé ont été formulées pour chacun des quatre thèmes soulignés ci-dessus :

1) **Activités économiques, marchés et accès aux ressources**
   - Reconnaître le rôle des femmes et de leurs organisations en tant qu'acteur.trices économiques et politiques.
   - Reconnaître et protéger les femmes travaillant dans l'économie informelle.
   - Apporter un soutien ciblé aux coopératives de femmes et aux petites entreprises dirigées par des femmes.
   - Maintenir et renforcer les chaînes d'approvisionnement et les systèmes alimentaires locaux.
   - (Re)mettre l'accent sur l'agriculture et (ré)investir dans cette dernière.
   - Protéger les travailleurs et les travailleuses.

- Garantir que les femmes disposent de droits et d'un accès égaux et non-discriminatoires sur la terre et les autres ressources naturelles.

2) **Travaux de soins, santé publique et violence de genre**
   - Reconnaître, soutenir et redistribuer les travaux de soins non-rémunérés
   - Garantir des dispositions relatives à la garde d'enfants et adopter des mesures en matière de conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale
   - Garantir l'accès à l'information
   - Garantir le droit à des soins de santé
   - Maintenir les budgets pour l'enseignement public
   - Mettre fin à la violence de genre
   - Mettre fin à toutes les formes de harcèlement

3) **Participation, représentation et équité numérique**
   - Reconnaître le rôle majeur que jouent les femmes et leurs organisations en tant qu'acteur.trices et responsables essentielles dans l'adoption des politiques agricoles et de développement rural. Il s'agit d'un premier pas vers l'intégration d'une perspective féministe dans les processus décisionnels et politiques
   - Garantir activement la participation véritable des femmes dans la vie rurale (et urbaine)
   - Investir dans et soutenir le leadership féminin et les organisations de femmes
   - Financer la recherche sensible au genre
   - Démocratiser l'accès à Internet et réaliser une cartographie pour identifier les inégalités numériques

4) **Réponses gouvernementales et protection sociale**
   - Veillez à ce que toutes les réponses apportées au COVID-19 tiennent compte des questions de genre
   - Considérer la protection sociale comme une priorité

Le rapport conclut en réitérant l'important travail réalisé par les mouvements, les individus et les autres organisations de la société civile non seulement en solidarité les uns avec les autres, mais aussi pour placer les États face à leurs responsabilités. Il appelle à poursuivre cet élan, en reconnaissant que malgré tous les résultats négatifs, la pandémie et la crise en résultant nous offrent une opportunité importante pour promouvoir l'égalité, l'équité, la souveraineté alimentaire et pour un présent et un avenir féministes qui s'appuient sur les connaissances du passé.

1. INTRODUCTION

La pandémie de COVID-19 a mis au jour un nombre encore plus grand de vulnérabilités et de faiblesses dans nos systèmes alimentaires. Si l'on en croit les chiffres, la pandémie de COVID-19 pourrait alourdir de 83 à 132 millions de personnes supplémentaires le nombre total de personnes sous-alimentées dans le monde en 2020, en fonction du scénario de croissance économique.[4] L'OCDE a déclaré que la pandémie a eu et continue d'avoir des conséquences majeures sur la santé et le bien-être de nombreux groupes marginalisés, notamment les femmes[5]. En effet, de par leur position, les femmes sont portées être à touchées de manière disproportionnée, du fait qu'elles sont littéralement sur la ligne de front de la crise[6]. Les femmes et les filles représentent la majorité des personnes produisant et fournissant des denrées alimentaires pour leurs ménages, la majorité des infirmiers et des travailleurs sociaux, des enseignants et des travailleurs de l'alimentation. Néanmoins, elles se sont vues systématiquement ignorées dans les recherches sur la pandémie et les réponses apportées à cette dernière[7].

Les inégalités entre les sexes façonnent et continueront de façonner la pandémie de COVID-19 de manière tangible et significative[8], aussi bien en termes positifs que négatifs. Le présent rapport présente le résultat des recherches menées sur les impacts de la crise du COVID-19 sur les femmes dans et à travers les secteurs et les régions du Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSC) pour les relations avec le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) des Nations Unies[9]. Nous y mettons en exergue les actes d'entraide et de solidarité, ainsi que les impacts négatifs, et mettons en avant une série de principes et de demandes politiques dans le but d'orienter les prochaines étapes.

2. MÉTHODOLOGIE

Cette recherche a été menée grâce à des consultations réalisées avec le Secrétariat, le Groupe de travail sur la gouvernance mondiale et le Groupe de travail sur les femmes du MSC. Notre objectif est de soutenir la capacité du MSC à répondre aux impacts du COVID-19 et de proposer un programme politique des peuples visant à aborder les crises alimentaires actuelles et à venir, en mettant l'accent sur les droits des femmes et le genre. Pour nous aider à rassembler les points de vue et les voix des femmes sur le COVID-19, le Groupe de travail sur les femmes a identifié 25 femmes actives au sein du MSC à contacter pour des entretiens, afin de garantir la représentation de l'ensemble des régions, des secteurs et des tranches d'âge.

Nous avons pu nous entretenir avec 16 d'entre elles entre le 17 et le 30 juillet 2020. Pour une description générale anonyme des personnes interrogées, veuillez consulter la section 7 du présent document.

Les entretiens ont été conduits en anglais, espagnol et français, après quoi ils ont été transcrits, envoyés aux personnes interrogées pour révision, et analysés. Afin de compléter les données et l'analyse des entretiens, nous avons entrepris un examen de rapports et d'autres sources pertinentes (webinaires, etc.) relatifs au genre, au COVID-19 et aux systèmes alimentaires, émanant des participant-e-s au MSC et d'autres acteurs, de la littérature universitaire et des rapports pertinents d'organisations internationales (notamment du système onusien, comme la FAO). Les entretiens et les analyses de documents ont principalement porté sur : les impacts, les réponses des communautés et les demandes politiques émergeant des secteurs et des sous-régions. Un avant-projet de rapport a été diffusé en trois langues aux différents secteurs sociaux et sous régions du GT Femmes et ses principales conclusions ont été discutées lors des réunions en ligne. Des commentaires ont également été envoyés aux auteurs par courrier électronique. Le présent rapport final révisé intègre, dans la mesure du possible, tous les commentaires et suggestions formulés.

Il est important de souligner que la complexité de la crise et le sujet ne permettent pas de mener un examen exhaustif. Nous nous sommes efforcées de fournir une juste représentation de ce que les femmes nous avaient indiqué, en complétant par la littérature et les documents pertinents que nous avons pu examiner, et de mettre l'accent sur les propositions politiques visant à faire progresser les droits des femmes et le droit à l'alimentation et à la nutrition à l'échelle locale, nationale et mondiale.

3. SOLIDARITÉ: LES MOUVEMENTS ET LES FEMMES EN ACTION

L'esprit collectif et l'intensité émotionnelle générés en cette période de crise peuvent être - et ont été - exploités, et leurs impacts sont probablement plus importants maintenant[10]. Les efforts consacrés à l'entraide offrent une perspective de la crise « depuis le bas » et nous fournissent des exemples concrets de reconstruction du tissu social sur la base d'une solidarité concrète[11]. Les mouvements féministes et en faveur de la souveraineté alimentaire ont

joué - et continuent de jouer - un rôle central dans ces efforts.

La protestation est généralement considérée comme la principale caractéristique définissant les mouvements sociaux, et le confinement a certainement eu un impact sur la capacité d'organisation de ces derniers. Néanmoins, diverses formes de protestation se sont poursuivies en dépit des restrictions. Aux Philippines, par exemple, les femmes ont choisi la danse comme signe de protestation pour garantir la distribution d'aide par le gouvernement[12]. La pandémie a montré que les activités et les rôles que les mouvements jouent vont au-delà des contentieux propres à la politique[13]. Plutôt que d'attendre la fin de la crise, les mouvements sociaux se sont adaptés aux réalités sans précédent émergentes, en focalisant leur énergie sur la défense des droits des travailleurs et des travailleuses ; l'entraide et la solidarité ; le suivi des actions des responsables de l'élaboration des politiques ; et l'éducation populaire[14]. À travers le monde, ils ont répondu en créant des fonds de grève afin d'étendre les prestations de santé aux personnes ayant perdu leur emploi en raison de la crise liée à la pandémie, en se portant volontaires pour réouvrir les centres sociaux et pour organiser des distributions de nourriture[15].

Les entretiens que nous avons réalisés nous ont exposé l'expérience de jeunes agriculteurs des États-Unis qui se sont rapprochés de leur voisinage, à travers les organisations ou les communautés, pour veiller à ce que la population ait suffisamment de nourriture[16]. L'organisation agricole NFCC a organisé des appels téléphoniques hebdomadaires en direction de ses membres pour leur apporter un soutien et des conseils. Au Brésil, des enseignants ont acheté des aliments auprès de producteurs pour les distribuer à leurs élèves, afin de combler le fossé laissé par l'interruption des programmes d'alimentation scolaire. Toujours au Brésil, d'autres personnes ont constitué des groupes afin d'organiser des dons d'aliments achetés auprès de producteurs en faveur des communautés vulnérables des villes[17]. Au Canada, les peuples autochtones ont passé davantage de temps à l'extérieur sur leurs terres, à chasser, pêcher, poser des pièges et pratiquer la cueillette afin de garantir les ressources alimentaires pour le reste de l'année. Les communautés autochtones se sont mobilisées pour distribuer des boîtes d'aliments aux membres du groupe, en distribuant différentes prises issues des expéditions de pêche et des activités de chasse (24). Comme signalé par l'une des personnes interrogées :

> *L'on a assisté à « une assimilation des pratiques traditionnelles incombant généralement aux femmes, notamment les différentes cueillettes de plantes médicinales, baies et autres produits comestibles sauvages, ce qui est selon moi formidable. Les femmes et les filles autochtones sont certainement le groupe plus résilient au Canada et constituent la colonne vertébrale des communautés qui sont réellement montées au créneau pour garantir que les membres de la communauté aient de quoi se nourrir et que des soins prodigués aux personnes, et notamment aux personnes âgées »*[18].

Au Sri Lanka, l'échange de semences entre les différentes plates-formes a connu une augmentation et les groupes agroécologiques ont distribué des légumes aux personnes travaillant dans le secteur médical. En Afrique de l'Ouest, le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) a organisé des consultations avec ses membres féminines afin de discuter de leur situation. Il a également mis en place un comité de veille et d'action afin de formuler des demandes en faveur d'un dialogue politique.

En Afrique, l'organisation de travailleurs UITA a élaboré une brochure contenant l'ensemble des informations nécessaires pour permettre aux travailleurs et travailleuses de tirer parti des enseignements tirés de l'Ebola, et mis au point des outils pour veiller à ce que les entreprises respectent les mesures d'hygiène et de sécurité et à ce que ces dernières soient appliquées d'une manière sensible au genre[19]. Aux Fidji, un groupe de travail sur le genre a été constitué en réponse au COVID-19 dans le but de réaliser une évaluation des impacts sexospécifiques du COVID-19.

Les gens se sont rassemblés de centaines de façons, petites et grandes, pour se soutenir les uns les autres à travers des actes d'entraide et de solidarité. C'est ce que l'on a appelé la « résurgence de la réciprocité », qui sert à annuler les efforts historiques des États et du capitalisme pour « détruire l'entraide, en grande partie à travers l'imposition de la propriété privée »[20]. Dans tous ces efforts, les femmes ont joué un rôle clé, les organisations féministes ayant sensibilisé le public à l'augmentation du travail de soins, la perte d'emploi, la violence domestique et les féminicides. Le recours de la technologie, en particulier les médias sociaux, les webinaires, les sessions d'information et la sensibilisation, est devenue monnaie courante.

Cependant, cette vague d'activité en réponse à la crise a également été nuancée par les défis quotidiens auxquels les OSC travaillant sur le terrain ont été confrontées en raison des politiques de confinement[21]. Les personnes que nous avons interrogées ont parlé de leur frustration de ne pas pouvoir se rendre dans les

communautés et d'être contraintes de s'engager à travers les plates-formes en ligne. Sans surprise, la connectivité a constitué un obstacle majeur. La connectivité limitée a contribué à marginaliser davantage encore les communautés rurales et les personnes ne disposant pas des moyens financiers pour accéder à l'Internet. À bien des égards, l'évolution vers la modalité virtuelle a participé à reproduire les hiérarchies des types de personnes et de mouvements visibles[22].

Enfin, les expériences vécues autour de COVID-19 ont soulevé des questions et suscité une réflexion plus approfondie sur la manière de maintenir la solidarité et la dynamique sociale, de réinventer l'économie, de prendre soin de la nature et de faire face à la crise climatique, tout en renforçant les services publics.. Ainsi, la pandémie nous donne l'occasion de forger de nouvelles formes de relations économiques et sociales autour de ce que font déjà les femmes, et de faire progresser la souveraineté alimentaire.

4. LES PRINCIPES CLÉS POUR ORIENTER LES POLITIQUES

Nous résumons dans cette section les principes généraux qui ont été avancés par les acteurs du MSC afin d'orienter les politiques et les programmes en lien avec le genre, le COVID-19 et les systèmes alimentaires. Ces principes sont transversaux à l'ensemble des demandes politiques mises en exergue dans la section suivante de ce rapport.

La participation et la représentation

- Les femmes et les organisations de femmes dans les zones rurales et urbaines doivent être associées à la prise de décision et occuper des rôles de direction dans leurs communautés, et être impliquées dans l'élaboration des politiques à tous les niveaux. Ces rôles peuvent ne pas leur être accessibles en raison d'une discrimination de longue date. Une condition préalable pour assurer une participation et une représentation adéquates des femmes dans les processus décisionnels et les programmes qui les concernent est de s'attaquer aux normes sociales. Cela implique de déconstruire les normes sociales qui peuvent être profondément ancrées dans les sociétés et qui sont souvent assumées comme étant une réalité plutôt qu'une construction sociale en mesure d'évoluer. Il s'agit d'un processus à long terme.

Les droits humains

- Les droits humains doivent être respectés, protégés et concrétisés à tout moment. Lors de la conception et de la mise en œuvre d'approches fondées sur les droits pour les politiques et les programmes, une attention particulière devrait être accordée aux instruments internationaux des droits humains axés sur les droits des femmes, tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et sa recommandation générale 34 sur les droits des femmes rurales[23], ainsi que d'autres déclarations qui protègent les droits des autochtones, des personnes de couleur de peau noire, brune, des Dalits, des pasteurs, des paysans et des pêcheurs et de toutes les femmes marginalisées.

La non-discrimination et l'intersectionnalité

- La discrimination peut être intersectionnelle – ce qui signifie qu'une paysanne peut être discriminée tant en raison de son genre que de sa condition – et fortement ancrée dans les systèmes juridiques et sociétaux existants[24].
- L'intersectionnalité est un cadre qui identifie la manière selon laquelle les systèmes de pouvoir imbriqués affectent les personnes les plus marginalisées de la société. La discrimination peut affecter toutes les dimensions des identités sociales et politiques (genre, race, classe, sexualité, handicap, âge, etc.) ; on dit alors que ces dimensions se croisent (ou se recoupent). L'application d'une approche intersectionnelle revient à évaluer comment de multiples formes d'oppression se recoupent.

La souveraineté alimentaire

•La souveraineté alimentaire est « le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, et leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles »[25]. Depuis 2018, la souveraineté alimentaire est reconnue en tant que droit dans le droit international des droits humains (Déclaration des Nations Unies sur le droit des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales). La souveraineté alimentaire appelle tous les États à combattre les inégalités structurelles, y compris les relations hommes-femmes et les rapports de force, au sein des systèmes alimentaires[26]. Elle appelle aussi à une approche holistique du combat contre les crises alimentaires, environnementales, climatiques, économique, de santé publique et d'autres types[27].

Les féminismes

- Les féminismes peuvent être définis comme un ensemble de mouvements sociaux, de mouvements politiques et d'idéologies partageant un objectif

commun, celui de mettre à nu et de corriger les hiérarchies de pouvoir sociopolitique et les privilèges révélés dans les relations entre les sexes mais qui s'étendent à d'autres facteurs de pouvoir comme la classe, les relations post/ néo-coloniales, l'origine ethnique et la religion, et sont influencés par ces derniers. Il existe de nombreux féminismes, abordant des points de vue et des buts différents[28]. Dénoncer et lutter contre le patriarcat en tant que cause profonde des rôles attribués aux hommes et aux femmes et de la charge que représente le travail social de reproduction pour les femmes est une caractéristique essentielle du (des) féminisme(s).

La justice de genre, l'égalité des sexes et l'équité entre les sexes

- La justice de genre/l'égalité des sexes est un mouvement visant à atteindre l'accès facilité d'une personne aux ressources et aux opportunités, y compris la participation économique, l'autonomie l'auto-détermination ainsi que la prise de décisions, quel que soit son sexe, et à valoriser les différents comportements, aspirations et besoins de manière égale, quel que soit le sexe.
- Une approche tenant compte des questions de genre est une perspective qui cherche activement à combattre et à modifier les normes rigides et les déséquilibres de pouvoir qui entravent l'égalité des sexes (par exemple en facilitant et en soutenant les programmes agricoles alternatifs qui appuient les exploitations dirigées par des femmes et les femmes en tant qu'agricultrices, et qui promeuvent les pratiques agricoles traditionnelles des femmes)[29].

Encadré n°1 Articuler souveraineté alimentaire et féminisme

Certaines des contributions apportées par le féminisme au projet de souveraineté alimentaire se reflètent dans :

- La création d'espaces par et pour les femmes dans les organisations agricoles. Ces espaces ont été essentiels au moment de permettre aux femmes de développer leur propre agenda au sein du mouvement en faveur de la souveraineté alimentaire.
- L'intégration de revendications axées sur la redistribution et la reconnaissance du travail de soins et du travail productif réalisé par les femmes.
- Le rôle de plus en plus central accordé à la garantie de l'égalité d'accès des femmes aux terres, aux territoires, à l'eau, aux semences, à l'information et de l'accès direct aux marchés, entre autres.
- Les nombreuses réflexions et revendications s'appuyant sur les liens entre les politiques alimentaires radicales, la justice de genre et l'agroécologie.
- La reconnaissance du rôle crucial que jouent les femmes dans la souveraineté alimentaire, y compris le développement des savoirs et des modes de connaissance paysans, locaux et autochtones.
- L'intégration des luttes pour la souveraineté alimentaire et les droits LGBTIQ+, renforçant ainsi le « combat [commun] pour remettre en question les normes de genre, obtenir l'autonomie corporelle et renverser les structures patriarcales (et racistes et coloniales associées) ».
- Des féminismes portés par des communautés où convergent de multiples cosmovisions et revendications. Nombre d'entre elles sont composées de travailleuses de la classe ouvrière et agricoles, de paysannes,

  d'indigènes et d'afro-descendantes.

De : La Via Campesina, FIAN *et al.*, 2020. Concoctons des agendas politiques : Un guide féministe sur le droit à

5. IMPACTS ET DEMANDES POLITIQUES

Dans cette section, nous résumons les principaux impacts que la crise a provoqués, et continue de provoquer, sur un éventail de femmes à travers les secteurs et les sous-régions du MSC. Nous mettons également en exergue des demandes politiques concrètes ayant émergé de la recherche. Nous avons regroupé ces impacts et ces demandes autour de 4 thèmes :

1. Activités économiques, marchés et accès aux ressources
2. Travaux de soins, santé publique et violence de genre
3. Participation, représentation et inégalité numérique
4. Réponses gouvernementales et protection sociale

5.1. Activités économiques, marchés et accès aux ressources

Impacts

La situation créée par le confinement a dans certains cas permis de rendre visible les réalités des femmes et les inégalités existantes, et d'augmenter leur compréhension. La crise a contribué à exacerber les défis, les menaces et les risques que courent les femmes au quotidien à travers le monde et a aggravé les effets cumulés de décennies d'appauvrissement. En termes d'activités économiques et d'accès aux ressources, les défis liés aux rapports de force sont frappants.

Perte de revenus et des moyens d'existence

Les entretiens que nous avons réalisés ont souligné l'augmentation du coût de la vie et la chute des revenus dans toutes les régions et tous les secteurs interrogés. La perte de revenus et la perte d'emplois ont fréquemment été mentionnées comme un impact clé. Aux États-Unis, les personnes occupant des emplois dans les secteurs essentiels indiquent avoir été contraintes de reprendre le travail malgré les risques et avoir été menacées de perdre leur accès aux prestations de chômage si elles ne réintégraient pas leur emploi[30]. Si la perte d'emploi et la perte de revenus ont eu des répercussions sur les hommes et les femmes, les données suggèrent que ces

dernières sont plus susceptibles de perdre leurs emplois. Un facteur déterminant clé est la sur-représentation des femmes dans le secteur informel[31]. En Afrique, et partout ailleurs, les femmes travaillant dans l'économie informelle ont été particulièrement touchées[32] et les moyens d'existence des femmes à la tête de petites entreprises (artisanat, produits laitiers, habillement) ont été les plus affectés.

Comme l'a expliqué une personne travaillant avec les mouvements de femmes d'Asie du Sud :

> *De nombreuses femmes travaillant au quotidien pour s'assurer une rémunération pour la journée sont devenues encore plus vulnérables [pendant la crise]. Elles travaillent aujourd'hui pour pouvoir être en vie demain. Elles ne reçoivent pas de salaires réguliers car elles reçoivent des salaires journaliers. Si je travaille aujourd'hui, je suis payée. Si je ne travaille pas, je ne reçois rien*[33].

Selon une étude, les emplois occupés par les femmes dans le secteur formel sont 1,8 fois plus vulnérables à la crise que ceux occupés par les hommes. Compte tenu que les femmes représentent 39 % de l'emploi mondial, elles comptent pour 54 % des pertes d'emplois totales[34]. Aux États-Unis, les chiffres sont encore plus inquiétants pour les femmes issues des minorités, les femmes migrantes et les jeunes femmes[35]. Par ailleurs, il est plus probable que les femmes ayant conservé leur emploi occupent un poste essentiel en première ligne dans le secteur des services, comme infirmières ou travailleuses de l'alimentation. Les impacts courront probablement sur le long terme. En Australie, les femmes ayant perdu leur emploi plus tôt dans la crise liée au coronavirus se sont avérées deux fois plus susceptibles que les hommes de se continuer d'être au chômage et de ne pas rechercher activement un emploi[36].

Fermeture des marchés de denrées alimentaires et agricoles

Dans de nombreux endroits, les petits agriculteurs, et notamment les femmes, ont été négativement impactés par les confinements et les restrictions sur les déplacements, y compris la fermeture des marchés de denrées alimentaires et agricoles. En Afrique de l'Ouest, la fermeture des marchés et des frontières, les couvre-feux et la mobilité réduite ont eu des répercussions négatives sur le commerce entre les villes et les zones rurales, et entre les régions[37]. Les femmes sont particulièrement touchées compte tenu qu'elles sont les principales actrices des marchés alimentaires, du fait qu'elles tiennent 90 % des stands d'aliments et de

produits agricoles[38]. Compte tenu que nombre de ces femmes transportent les produits qu'elles entendent vendre par bus ou taxi, elles sont confrontées à des restrictions accrues concernant leur mobilité et, partant, leur capacité à vendre. Cette situation a été exacerbée par le fait que de nombreuses femmes sont actives dans le secteur du maraîchage, et que ces produits sont hautement périssables[39]. Les données que nous avons recueillies de la région Pacifique[40] et Asie du Sud relèvent une situation similaire.

Au Pakistan :

> *Lors des toutes premières semaines [du confinement] … les femmes en charge du bétail ont particulièrement souffert, car les marchés du lait dépendent généralement des restaurants locaux, comme les échoppes de thé ou les petits restaurants. Nombre de ces restaurants se situent le long des routes qui traversent les zones rurales. Une bonne partie de leur activité commerciale tourne autour du lait*[41].

Avec les mesures de confinement, elles n'ont plus pu vendre leur lait (qui est aussi une denrée très périssable). Par ailleurs, les entreprises ont profité de cette situation pour acheter le lait à moitié prix[42].

Au Sri Lanka, bien qu'une grande partie des produits alimentaires disponibles n'aient pu atteindre la capitale, au niveau local, les agriculteurs ont rencontré des difficultés pour vendre leurs produits à de bons prix en raison de l'offre excédentaire[43]. Les femmes ont été particulièrement touchées car elles s'occupent de la plantation, de la récolte, du commerce du poisson et leurs sources de revenus se sont effondrées[44].

En Espagne et en Italie (comme dans la plupart de l'Europe), les marchés et l'accès aux potagers ont été restreints, alors que les supermarchés sont restés ouverts[45]. Les paysannes ont dû travailler sur leurs exploitations, mais elles ont aussi supporté le fardeau supplémentaire du travail de soins en direction des enfants et des personnes âgées[46]. Ce fardeau des soins a également été cité comme un facteur clé renforçant la perte d'emploi chez les femmes, car les réponses au virus augmentent considérablement le fardeau des soins non rémunérés, qui sont prodigués de manière disproportionnée par les femmes[47]. Dans l'ensemble, les femmes souffrent d'effets collatéraux, car les effets de la crise limitent leur capacité à rembourser leurs emprunts et augmentent le besoin de crédit[48].

Malgré ces difficultés, la demande de produits agroécologiques, biologiques et locaux a augmenté de façon spectaculaire et, dans de nombreux endroits, les producteurs sont parvenus à se tourner vers la vente en ligne ou la vente directe pour répondre à cette demande (au prix d'heures de travail supplémentaires). L'une des personnes interrogées, venant du Brésil, nous a fait part du constat suivant :

Les gens cuisinent davantage ; ils veulent acheter des aliments naturels pour augmenter leur immunité. Notre groupe local d'agriculture soutenue par la communauté a connu une demande trois fois supérieure à la normale[49].

Dans de nombreuses communautés, les gens ont commencé à réaliser et à apprécier la valeur de leurs systèmes alimentaires locaux et des producteurs d'aliments locaux, ce qui a suscité des espoirs et des attentes pour la réalisation de la souveraineté alimentaire dans un monde post-COVID. Comme l'a signalé l'une des personnes interrogées au Sri Lanka :

Les choses auxquelles nous croyons sont devenues réelles. Nous avons dû compter sur le pays et sur les mains des petits agriculteurs, car les frontières étaient fermées. Les communautés agricoles étaient désireuses de fournir de la nourriture et les agriculteurs pratiquant l'agroécologie y ont contribué avec enthousiasme. Il y a eu de nombreuses discussions relatives à l'agroécologie sur Facebook, beaucoup de partage de connaissances. Cela a été une excellente occasion de discuter de la diversité alimentaire.[50]

Pourtant, comme nous l'avons mentionné précédemment, le secteur des entreprises a rapidement saisi les opportunités offertes par la pandémie. Les ventes des supermarchés ont atteint des sommets et les acteurs du monde des entreprises ont développé de nouveaux argumentaires mettant en avant leurs produits et leurs magasins comme étant les plus sûrs. L'une des personnes que nous avons interrogées aux États-Unis nous a expliqué :

Nous sommes face à une confrontation permanente d'argumentaires autour de la sécurité sanitaire des aliments. Les acteurs du monde de l'entreprise disent : « Nos aliments sont sûrs parce qu'ils sont conditionnés, aseptisés et réfrigérés » ; ils disent ce qui leur convient[51].

Une analyse similaire est partagée par la personne que nous avons interrogée au Brésil :

Il y a d'abord eu un effondrement des chaînes d'approvisionnement alimentaire, puis le marché et le secteur des entreprises se sont réorganisés, et le discours autour des monocultures a refait surface[52].

Travailleurs migrants et travailleurs temporaires

La pandémie a mis en lumière les conditions de vie précaires et les contributions essentielles des travailleurs agricoles à nos systèmes alimentaires mondialisés. En Espagne, les migrantes et les travailleuses temporaires, déjà confrontées à des conditions difficiles, ont dû travailler dans des serres fermées pour la récolte des légumes[53]. Aux États-Unis, et ailleurs, les cas de virus ont explosé dans les usines de conditionnement et de transformation de la viande. Beaucoup de personnes travaillant dans ces usines sont des migrants, qui ne sont pas syndiqués, ni pleinement intégrés dans les communautés locales, et donc pas en mesure d'accéder pleinement au soutien de la communauté[54].

En outre, la pandémie a alimenté une vague de racisme, ciblant les travailleurs migrants en Inde et en Chine, et les personnes d'origine asiatique aux États-Unis. Partout dans le monde, les personnes réfugiées, les minorités et les personnes pauvres ont été accusées de propager la pandémie[55]. Une personne interrogée aux États-Unis a expliqué que la crise a alimenté le racisme et la culpabilisation, car les gens accusaient les travailleurs de l'industrie alimentaire de propager la maladie par l'intermédiaire de leurs familles nombreuses[56]. En Inde, des millions de travailleurs migrants ont dû faire face à la perte de revenus, aux pénuries d'aliments et à l'incertitude quant à leur avenir, et des milliers d'entre eux ont alors commencé à rentrer chez eux à pied, privés de moyens de transport en raison du confinement. Peu après, les ONG et les travailleurs sociaux indiens ont commencé à recevoir des messages de travailleurs migrants et de leurs familles demandant des denrées alimentaires et déclarant ne pas disposer des documents de résidence qui leur permettraient de prétendre aux aliments subventionnés par le gouvernement[57]. Plus de 300 travailleurs migrants sont morts à cause du confinement, pour des raisons allant de la famine, des suicides et de l'épuisement aux accidents de la route et de train, en passant par la brutalité policière et le refus de soins médicaux opportuns[58]. Au Canada, les relations entre les personnes autochtones et les non-autochtones seraient devenues plus difficiles et il y aurait eu des confrontations à caractère racial[59].

Dans plusieurs pays, les mesures de confinement se sont avérées particulièrement dures pour les travailleurs domestiques. Au Brésil, près de la moitié des travailleurs domestiques ont été licenciés sans être payés. Ceux qui étaient sous contrat ont été légèrement mieux lotis, mais une forte proportion d'entre eux ont été soit licenciés,

soit maintenus dans leur emploi, et seule la moitié a bénéficié d'une quarantaine rémunérée. Les personnes fournissant des soins ont été déclarées essentielles et ont dû continuer à travailler, certains employeurs familiaux les obligeant à rester en quarantaine avec eux, souvent sans équipement adéquat, en devant faire des heures supplémentaires ou sans qu'on leur dise qu'un membre de la famille était infecté. Les syndicats de travailleurs domestiques ont décrit leur situation comme un « emprisonnement privé » et ont lancé une campagne pour exiger une quarantaine rémunérée et une protection adéquate[60].

Le droit à la terre et aux ressources naturelles

La crise du COVID-19 a également amplifié les effets de l'accès inégal et incertain des femmes à la terre et aux autres ressources naturelles, notamment s'agissant de leur capacité à accéder à l'aide publique. Au Pakistan, le gouvernement a garanti des prêts par l'intermédiaire des banques afin que les petits agriculteurs et les agriculteurs marginaux puissent accéder à des prêts avec intérêts. Cependant, comme cela nous a été expliqué :

> *les femmes ne peuvent pas passer par l'intermédiaire des banques parce qu'elles n'ont pas de sécurité, pas de compte bancaire, et elles ne peuvent pas obtenir de prêts auprès des banques[61].*

En Inde, les femmes Dalit et Adivasi sont sans-terre, beaucoup sont des travailleurs agricoles migrants, qui n'ont pas de famille ou de propriété ancestrale, et n'ont pas accès à la terre, même pour se loger. Pendant le confinement, elles subissent des réductions de salaire et les terres qui leur avaient été attribuées par la réforme agraire leur ont été retirées. De nombreuses femmes Dalit et Adivasi qui sont des travailleurs migrants sont retournées dans leurs villages pour n'y trouver ni nourriture, ni travail, ni argent.[62]

En Espagne, de nombreuses femmes ne détiennent pas de titre foncier. Pendant la période de confinement, les gens n'ont pas pu s'occuper des jardins et des potagers situés à l'extérieur de leur maison s'ils ne pouvaient pas prouver qu'ils détenaient des droits sur les terres en question. Comme l'a expliqué une personne interrogée :

Pour les femmes, c'est très difficile, car elles ne sont généralement pas les propriétaires. Les propriétaires sont leurs maris ou d'autres hommes. Elles se sont trouvées dans une situation insensée. Non seulement en tant qu'agricultrices, mais aussi pour leurs foyers. Il était difficile d'obtenir des aliments frais, y compris ta propre nourriture[63].

Demandes politiques

Perte de revenus et des moyens d'existence

- **Reconnaître le rôle des femmes comme acteurs économiques et politiques.** Ceci nécessite de se détourner des visions réductrices des femmes, qui ne reconnaissent pas et ne tiennent pas compte des contributions économiques de leurs activités[64].
    - Adopter des mesures spéciales visant à soutenir les activités économiques des femmes rurales dans les chaînes de valeur agroalimentaires[65].
    - Investir dans le leadership des femmes et le soutien à leurs réseaux formels et informels afin de contribuer à la réponse apportée au COVID-19.[66]
- **Reconnaître et protéger les femmes qui travaillent dans l'économie informelle**[67], en tenant compte de leur productivité, de leur emploi et de leurs activités génératrices de revenus[68].
    - Mettre en place des politiques tenant compte des questions de genre, qui soutiennent l'économie informelle, les petits producteurs d'aliments et les travailleurs[69], tant dans l'agriculture que dans la commercialisation, en reconnaissant que les femmes représentent un pourcentage disproportionné des travailleurs du secteur informel[70].
- **Apporter un soutien ciblé aux coopératives de femmes et aux petites entreprises dirigées par des femmes.**
    - Soutenir les coopératives, groupes et petites entreprises de femmes, dont beaucoup ont été touchées par le COVID-19. Ils ont besoin d'un soutien ciblé pour faire face aux difficultés financières et organisationnelles (soutien technique et financier)[71]. Les prêts sans intérêt (ou à faible taux d'intérêt) devraient être encouragés. Les prêts devraient être rééchelonnés et les taux d'intérêt révisés, en particulier pour les femmes. [72] Pour que les femmes puissent tirer parti de cette crise, elles doivent bénéficier de formations à l'entrepreneuriat ou aux secteurs émergents tels que le commerce électronique[73].

Fermeture des marchés de denrées alimentaires et agricoles

- **Maintenir et renforcer les chaînes d'approvisionnement et les systèmes alimentaires locaux** afin d'assurer une sécurité alimentaire durable et résiliente et de réduire la pauvreté. Ceci inclut le soutien aux marchés locaux, à l'agriculture soutenue par la communauté et aux parcelles de terres cultivées[74].
    - Créer des opportunités de commercialisation directe. Cela peut contribuer à déplacer le pouvoir des mains des entreprises pour le redonner aux chaînes de valeur plus petites et localisées[75]. De telles actions peuvent également protéger les expériences vécues par les productrices de denrées alimentaires et les autres communautés traditionnelles de la pression des transnationales[76].
    - Soutenir les agriculteurs en fixant des prix planchers sur les marchés agricoles (en plus des subventions, mais de manière plus importante que celles-ci)[77]. Les autorités devraient subventionner le prix des produits de base[78].
- **(Re)mettre l'accent sur l'agriculture et (ré)investir dans cette dernière.** De nombreux pays ont délaissé l'agriculture pour se concentrer sur d'autres industries (comme le tourisme). Cependant, pendant la crise, il est apparu clairement que l'agriculture offrait une voie de survie à travers l'emploi, l'alimentation et le revenu. Les gouvernements doivent se recentrer sur l'agriculture durable et réinvestir dans cette dernière (c'est-à-dire l'agroécologie) en vue de faire progresser la souveraineté alimentaire en tant que paradigme alternatif pour la consommation et la production alimentaires[79]. Cela signifie qu'il convient de donner la priorité à la production d'aliments agroécologiques et biologiques et, le cas échéant, la subventionner[80].
- **S'attaquer aux causes profondes des inégalités chez les femmes** et le déséquilibre dans les relations de pouvoir en nommant et en combattant le patriarcat, le capitalisme, le racisme et le féodalisme, ainsi que l'impact disproportionné du changement climatique sur les femmes, qui génèrent tous différentes formes d'oppressions structurelles. Nous devons reconnaître que ces formes d'oppression affectent les femmes différemment selon le contexte social et l'expérience vécue : par exemple, le fait d'être une minorité et/ou une femme autochtone, ou de vivre dans

un endroit rural ou urbain. Les pratiques d'exploitation et d'oppression poursuivies dans le cadre du projet néolibéral doivent cesser. Cela inclut la privatisation, la libéralisation du commerce, la déréglementation et les grands projets d'infrastructure, ainsi que l'accaparement des ressources naturelles (y compris la terre) et du corps des femmes.

<u>Droits des travailleurs</u>

- Protéger les travailleurs et travailleuses. Mettre fin à l'exploitation en légiférant en faveur du droit aux congés maladie payés et à l'accès gratuit aux soins de santé, qui devraient être des droits pour l'ensemble des travailleurs, quelle que soit leur relation de travail, tant dans l'économie formelle qu'informelle ; protéger les salaires et les revenus, et mettre en place un plan d'allégement des hypothèques, des loyers et des prêts[81]. Des fonds d'urgence devraient être débloqués pour aider l'ensemble des travailleur.euse.s ayant perdu leur emploi, à titre temporaire ou permanent, y compris l'ensemble des travailleur.euse.s migrant.e.s[82].
    - Reconnaître le droit de toutes les femmes à s'organiser collectivement
    - Reconnaître que les travailleuses, notamment les migrantes, sont vulnérables et doivent être protégées[83].
    - L'emploi doit être décent, sûr et correctement rémunéré, y compris à travers l'octroi de congés de maternité payés et la sécurité sociale. L'emploi doit être libre de harcèlement sexuel, d'exploitation et d'autres formes de violences. Il devrait également protéger de l'exposition aux produits chimiques dangereux et aux pesticides à travers la législation et les programmes de sensibilisation du public. Les lois et les politiques empêchant aux femmes rurales d'obtenir certains emplois devraient être éliminés[84].
    - Régulariser l'ensemble des travailleur.euse.s migrant.e.s sans papiers[85].
    - Soutenir et protéger les travailleur.euse.s domestiques. Fournir le niveau de protection adéquat et payer l'ensemble des travailleur.euse.s domestiques, formels ou informels.
    - Garantir un salaire minimum et prendre des mesures vers un salaire minimum garanti[86].

<u>Le droit à la terre et aux ressources naturelles</u>

- **Veiller à ce que les femmes aient des droits et un accès égaux et non discriminatoires à la terre et aux autres ressources naturelles, y compris l'eau, les semences, les forêts et les pêches**.

- Combattre les stéréotypes et les pratiques discriminatoires qui les privent de jouir de leurs droits à la terre et aux ressources naturelles, en prenant toutes les mesures nécessaires pour atteindre l'égalité[87].
- Garantir les droits de propriété et d'héritage des femmes et des jeunes filles, et appliquer des moratoires sur les expulsions afin de garantir que les personnes ne perdent pas leur maison[88].
- Promouvoir les pratiques durables qui respectent et protègent les connaissances agricoles traditionnelles et écologiques des femmes rurales[89].

5.2. Travaux de soins, santé publique et violence de genre

Impacts

Selon la FAO, « les femmes rurales supportent une charge disproportionnée de la crise COVID-19 non seulement en tant que travailleuses de la santé, mais aussi du fait de la charge que représentent les soins aux enfants non scolarisés et aux personnes malades, la réduction des opportunités économiques, la réduction des services de santé et de reproduction des femmes et l'augmentation de la violence exercée par leur partenaire ».[90] Nos entretiens ont confirmé ceci.

Le travail de soins

Le travail de soins consiste en des activités demandant du temps et de l'énergie, réalisées pour satisfaire les besoins physiques et/ou émotionnels d'autrui. Ce type de travail est généralement non rémunéré et effectué par des femmes et des jeunes filles. Il comprend des activités telles que la cuisine, la garde d'enfants, les travaux agricoles, la collecte d'eau et de bois de chauffage[91]. Partout dans le monde, ce sont les femmes qui assument la plus grande partie de la responsabilité des soins une conséquence directe du patriarcat qui

attribue des rôles sexospécifiques et fait porter aux femmes le fardeau du travail social reproductif. Les interruptions ou les lacunes des systèmes de protection sociale, dues aux mesures de confinement ou aux coupes budgétaires, se sont rapidement traduites par une augmentation de la charge des soins incombant aux femmes[92]. Les données que nous avons recueillies font apparaître essentiellement une augmentation de la charge de travail des femmes et un renforcement de la répartition inégale des responsabilités autour du travail domestique, y compris les soins, l'éducation, la préparation des repas, le respect des mesures et protocoles d'hygiène et le soutien émotionnel[93]. D'autres recherches le confirment, en faisant remarquer que la pandémie a considérablement augmenté le besoin de garde d'enfants, avec un effet négatif disproportionné sur les femmes, et par conséquent, sur leurs possibilités d'emploi[94]. Il est intéressant de noter que cette situation diffère des autres récessions qui ont surtout eu des répercussions sur l'emploi des hommes.

Les recherches indiquent également des changements dans les types de soins prodigués par les femmes pendant la pandémie. Par exemple, l'assistance aux soins personnels a augmenté en même temps que les activités éducatives[95]. Il existe également des différences en fonction du lieu de résidence des femmes. Selon une étude menée au Brésil, les femmes des zones urbaines ont indiqué réaliser un travail de soins ayant connu une augmentation plus grande que celui incombant aux femmes rurales. Cela pourrait indiquer que les femmes rurales sont plus disponibles pour s'occuper des enfants en même temps que d'autres activités, ou qu'elles ne considèrent pas la garde des enfants comme un « travail ». Toutefois, dans les zones rurales, près de la moitié des femmes ont signalé une augmentation de la prise en charge ou de la responsabilité d'une personne, peut-être liée au fait que des parents des zones urbaines ont été envoyés pour recevoir des soins ou assurer leur sécurité[96].

L'insistance sur le lavage régulier et complet des mains a probablement été la principale caractéristique de la prévention du COVID 19. Pourtant, de nombreuses femmes dans les zones rurales continuent de se battre pour avoir accès à l'eau. Dans les zones rurales comme dans les zones urbaines, les femmes ont été largement responsables de la collecte de l'eau pour les familles, en grande partie à cause des infrastructures limitées d'approvisionnement en eau. Au Zimbabwe, il a également été observé que les points d'eau sont des endroits où les femmes sont plus exposées au risque d'infection, car les points d'eau communautaires ne disposent pas de produits désinfectants et la distanciation sociale est souvent difficile à mettre en

œuvre lorsque les gens se bousculent pour obtenir de l'eau. Dans certains cas, les autorités autodéclarées sur l'accès à l'eau ont demandé des pots-de-vin ou des faveurs sexuelles aux jeunes filles, augmentant ainsi les risques pour les femmes.[97]

En ce qui concerne l'éducation, les mères ont assumé la plus grande partie des responsabilités de l'enseignement à domicile. Avec des enfants à la maison, les femmes doivent également compenser (en temps et en argent) la perte des repas scolaires[98]. L'UNESCO a indiqué que la pandémie a provoqué la déscolarisation d'environ 90 % des élèves, dont 800 millions de filles. Compte tenu des enseignements tirés des épidémies d'Ebola, on prévoit que ces filles courent un risque accru d'exploitation sexuelle, de mariage forcé et de grossesse. On s'attend également à ce que ces filles assument davantage de tâches de soins au détriment de leurs études[99]. Le COVID-19 pourrait donc creuser l'écart entre les sexes en matière d'éducation et d'autonomisation des filles.

Sur une note positive, le COVID-19 a rendu visible les besoins des employés s'agissant des responsabilités en matière de soins et pourrait par conséquent contribuer à accélérer des changements tels que les horaires flexibles et le télétravail, qui pourraient donner aux femmes plus de souplesse et de possibilités. En outre, étant donné le rôle des femmes en tant que travailleuses de première ligne, la crise pourrait susciter des changements au sein des familles, les hommes assumant davantage de responsabilités à la maison. Cette redistribution des tâches au sein du foyer pourrait avoir des effets à long terme sur la répartition des rôles entre les hommes et les femmes[100].

Soins de santé

Le droit aux services de soins de santé exige une approche holistique, englobant, mais sans s'y limiter, la santé sexuelle et génésique[101]. Cependant, nous savons que les femmes des zones rurales ont une accessibilité réduite aux services de santé ainsi qu'à d'autres services tels que le logement adéquat, l'eau, l'assainissement, l'énergie et les transports. L'infrastructure nécessaire pour assurer des services adéquats est souvent absente des zones rurales (et des zones urbaines). L'accès à ces services est essentiel à l'exercice de nombreux autres droits, tels que la santé, l'alimentation et l'éducation, entre autres. Le transport présente des défis spécifiques et est également essentiel pour garantir de

nombreux droits. La situation est exacerbée par les risques de harcèlement fondé sur le genre et les coûts[102].

En termes d'hygiène de base, plusieurs défis peuvent être identifiés. Partout dans le monde, la population est confrontée à des coûts accrus engendrés par le respect des mesures sanitaires recommandées (l'usage du savon, par exemple) et les difficultés d'accès à l'eau en raison d'infrastructures hydrauliques limitées[103]. Un rapport de FIAN International souligne qu'en Afrique du Sud, des femmes ont été refoulées par la police alors qu'elles tentaient d'aller chercher de l'eau, et ont dû attendre la nuit pour aller puiser de l'eau auprès de sources éloignées. Cette situation a mis ces femmes en danger et obligé les familles à transiger sur l'hygiène[104]. La pandémie a entraîné des difficultés supplémentaires pour certaines catégories de femmes. Lors de nos entretiens, nous avons appris, par exemple, que les femmes enceintes ont été affectées par l'accès limité aux dispensaires prénataux pendant les périodes de confinement et la suspension des services de santé[105].

En ce qui concerne la santé mentale, il a été démontré que l'épidémie a exposé les personnes à des niveaux de stress et de violence plus élevés[106]. En raison du confinement, nombre d'entre eux sont confrontés à un sentiment d'isolement et de perte de la vie et du soutien de la communauté. Les gens sont également confrontés à une stigmatisation négative pour avoir contracté (ou supposément propagé) le virus[107]. Nous constatons que les populations LGBTIQ+ sont soumises à des restrictions supplémentaires et souffrent de l'impact des mesures de confinement. Au Pérou, en Colombie et au Panama, les politiques permettant aux hommes et aux femmes de quitter leur domicile un jour sur deux ont mis en danger la vie des personnes transgenres, non binaires et queer[108].

Violence de genre

Les différents confinements ont contribué à exposer davantage les femmes à la violence domestique[109]. Depuis que la pandémie a frappé, des rapports ont été publiés aux quatre coins du monde, soulignant l'augmentation de la violence domestique et sexiste.[110] Malgré cette prise de conscience croissante, les mesures de confinement et l'accent mis sur le maintien à domicile ont largement ignoré la sécurité des femmes.[111] La vie sous confinement a été difficile et synonyme de menaces pour de nombreuses femmes entretenant des relations abusives ou souffrant de violence

domestique[112]. Au Brésil, 12 % des femmes rurales affirment avoir subi des violences pendant la période d'isolement, contre 8 % dans les zones urbaines[113]. Au Mexique, le Réseau national des structures d'accueil des victimes de violences a indiqué que depuis le début du confinement, le 23 mars 2020, les appels à la ligne d'assistance téléphonique pour les violences domestiques ont augmenté de 60 % (40 910 appels) et que les 69 structures d'accueil ont atteint 80 à 110 % de leur capacité à l'échelle nationale. L'action du gouvernement pour combattre cette crise croissante a été insuffisante voire inexistante. L'État n'a pas enregistré les rapports de violence domestique, car les services et les employés ont cessé de travailler en raison de la quarantaine, et a refusé de reconnaître et de s'attaquer aux conséquences aggravantes des mesures de confinement sur la violence de genre, ce qui met en évidence un problème beaucoup plus vaste de violence patriarcale au sein même de l'État[114]. Les femmes autochtones du Canada sont confrontées à des défis similaires. L'une de nos personnes interrogées a déclaré :

> *Je pense que vous avez quatre fois plus de risques d'être assassinée ou enlevée si vous êtes une femme autochtone au Canada. (…) Des fonds ont été alloués à la lutte contre la violence sexiste, mais ils sont également gérés par le gouvernement fédéral. Encore une fois, une grande partie de ces fonds est destinée principalement aux centres urbains, de sorte que les femmes autochtones n'ont pas la possibilité de bénéficier de services et qu'elles constituent le groupe démographique le plus vulnérable du Canada[115].*

La violence de genre est renforcée par des normes sexistes qui doivent être déconstruites. Les tabous qui entourent la violence de genre ne font que garantir l'impunité des hommes[116]. Des données précises et ventilées doivent être mises à disposition pour comptabiliser les milliers de femmes qui ont été assassinées, maltraitées, disparues et qui ont subi diverses formes de violence. La Figure 1 met en évidence 9 facteurs reliant la pandémie à la violence de genre.

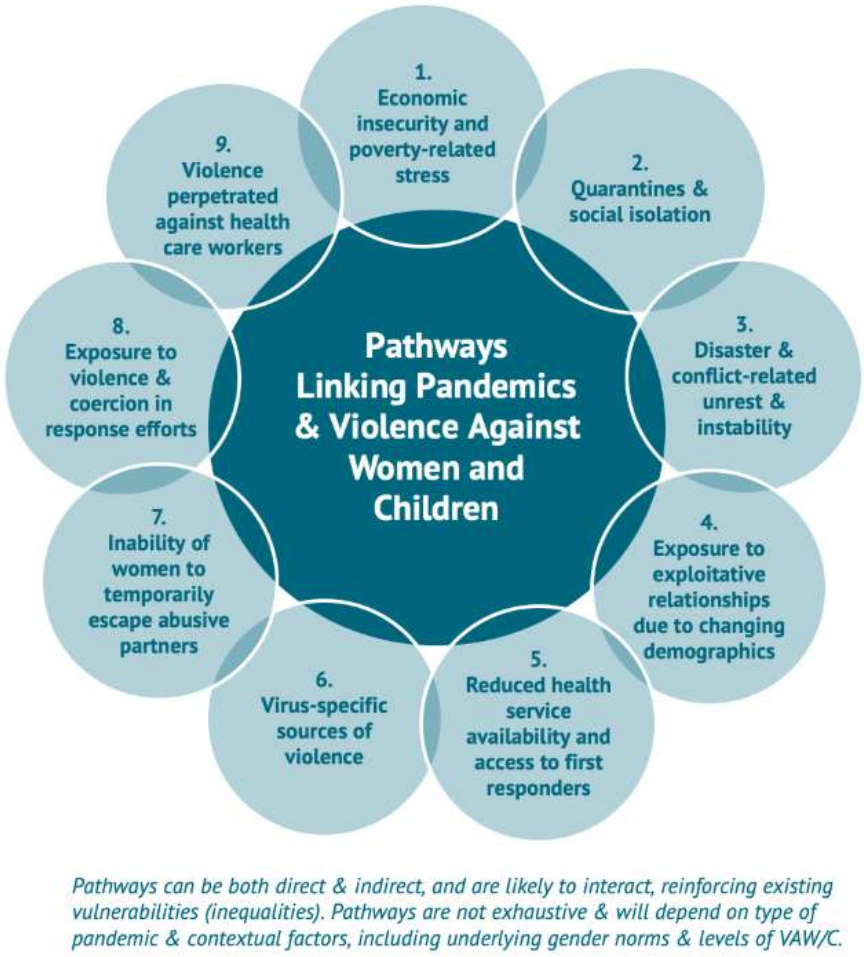

Figure 2 : Facteurs favorisant la violence - voir traduction ci-dessous

Source : Megan O'Donnell, Amber Peterman and Alina Potts. 2020. https://www.cgdev.org/blog/gender-lens-covid-19-pandemics-and-violence-against-women-and-children

Figure 2 (traduction en français de la Figure 2):

Les voies reliant la pandémie et la violence à l'encontre des femmes et des enfants

1. Insécurité économique et stress généré par les conditions de pauvreté
2. Quarantaines et isolement social
3. Troubles et instabilité liés aux catastrophes et aux conflits
4. Exposition à des relations d'exploitation en raison des changements démographiques
5. Réduction de la disponibilité des services de santé et de l'accès aux premiers intervenants
6. Sources de violences spécifiquement liées au virus
7. Incapacité des femmes à échapper de manière temporaire aux partenaires abusifs
8. Exposition à la violence et à la coercition lors des efforts de réponse
9. Violence perpétrée contre les travailleuses de la santé

Les facteurs favorisant la violence peuvent être aussi bien directs qu'indirects et il est probable qu'ils interagissent, renforçant ainsi les vulnérabilités (inégalités) existantes. Ces facteurs ne sont pas exhaustifs et dépendront du type de pandémies et de facteurs contextuels, y compris les normes de genre et les niveaux de violence à l'égard des femmes et de leurs enfants.

Demandes politiques

Le travail de soins

- **Reconnaître, soutenir et redistribuer les travaux de soins non-rémunérés**[117]. Fournir un revenu rétribuant les travaux de soins afin de rendre compte du travail de reproduction sociale [118]. Investir dans la fourniture par l'État de services de soins de base pour les femmes et fournir un soutien pour des tâches de soins spécifiques telles que la recherche d'eau, la garde d'enfants, la fourniture de combustible pour la cuisine et la conservation des aliments. Un système public et universel d'aide sociale fort est nécessaire pour redistribuer et prendre en charge le travail de soins.
- Déconstruire les rôles attribués aux hommes et aux femmes et aborder la division du travail entre les sexes
- **Garantir des dispositions relatives à la garde d'enfants et adopter des mesures en matière de conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale.** Établir des processus afin de mettre en place des dispositions en matière de garde d'enfants et des solutions de transport sûres et sécurisées pour les travailleuses qui doivent continuer à travailler[119].
- Reconnaître avant tout les femmes en tant qu'êtres humains ayant leurs propres droits, y compris leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive (DHSR), et pas uniquement en tant que mères, dispensatrices de soins, responsables de la sécurité alimentaire et de la nutrition des ménages et autres

Santé publique et éducation

- **Assurer l'accès à l'information.** Les informations relatives à la santé et à la sécurité doivent être facilement disponibles et accessibles à toutes et tous, en s'attachant particulièrement à ce que les femmes y aient accès. Un système d'information sur les structures et les services existants doit être mis à disposition aux niveaux local, régional et national[120] ainsi que dans les zones

transfrontalières.

- Organiser des sessions d'information à l'attention des femmes (par le biais des radios communautaires, des médias sociaux, mais aussi, si possible, en personne, sous réserve que les normes en matière de santé publique le permettent) afin qu'elles aient accès à des informations fiables et de qualité sur le virus et la manière de le traiter[121].
- Lancer une campagne d'information publique dans les communautés, conjointement à la réalisation de tests en masse gratuits et de dispositions telles que la distribution massive de vitamines et de kits d'hygiène et de protection, les mesures de désinfection de masse et l'assainissement[122].
- Créer et mettre en marche des campagnes d'information et de sensibilisation ciblant les femmes, les filles et les hommes pour communiquer sur l'accès aux centres de santé et les droits des femmes et des filles en matière de soins de santé[123].
- Promouvoir l'embauche et la formation de personnel médical féminin, créer des centres locaux consacrés à la santé sexuelle et génésique (et, en cas contraire, développer des cliniques mobiles pour atteindre les zones rurales enclavées et isolées) et former des volontaires communautaires pour apporter des soins primaires[124].

- **Garantir le droit aux soins de santé.** Les services de soins de santé doivent être accessibles du point de vue économique et physique, et leurs installations doivent être adéquates, ce qui inclut des services d'eau et d'assainissement. Les femmes et les jeunes filles devraient avoir accès à des soins de santé sexuelle et génésique gratuits, à des soins primaires gratuits et à une hygiène menstruelle gratuite[125]. Les femmes enceintes, y compris celles qui connaissent une grossesse précoce du fait qu'elles ont été mariées enfants, doivent bénéficier de soins prénataux et postnataux adéquats. Ces soins comprennent des informations sur l'allaitement, les modes de vie sains et la nutrition[126].
    - Les tests sont la clé de la lutte contre le virus. Des tests gratuits et du matériel de protection d'hygiène et de protection doivent être distribués aux communautés les plus vulnérables, en donnant la priorité aux agents de santé en première ligne dans les hôpitaux publics, les écoles et les communautés[127].
    - Veiller à ce que la recherche médicale sur la mise au point de médicaments et/ou de vaccins tienne compte des différences en matière de sexe et de genre afin d'offrir une protection appropriée[128].
    - Augmenter ou maintenir les budgets de santé publique. Le secteur de la santé publique doit être soutenu par une allocation

budgétaire concrète afin de financer des services médicaux gratuits en faveur des secteurs pauvres et les plus vulnérables[129]. Il s'agit notamment de garantir des ressources pour la santé génésique[130].

- Assurer un accès abordable et sûr aux transports.

- **Augmenter les budgets de l'éducation publique**: Les gouvernements doivent investir dans l'éducation publique et ne pas transférer des fonds depuis le budget de l'éducation vers d'autres secteurs dans le but de lutter contre la crise.
  - Mettre en place des campagnes de sensibilisation pour que les filles retournent à l'école dès leur réouverture[131]. Les filles enceintes doivent rester scolarisées pendant leur grossesse et être autorisées à retourner à l'école après l'accouchement[132].
  - Concevoir des programmes scolaires afin de combattre les stéréotypes discriminatoires concernant les rôles des femmes, la discrimination fondée sur le genre et l'origine ethnique, et pour changer les attitudes négatives vis-à-vis de l'éducation des filles[133].
  - Les femmes des zones rurales devraient avoir accès à l'éducation dans divers domaines, y compris les carrières non traditionnelles et l'agriculture[134].

Violence de genre

- **Mettre fin à la violence de genre.**
  - Reconnaître, réaliser et protéger les droits des femmes et éliminer toute forme de violence et de discrimination à l'égard des femmes et des personnes LGBTQI+.
  - Adopter d'urgence des mesures programmatiques et politiques pour mettre fin à la violence sexiste et aux féminicides. Allocate adequate public funding to women's shelters

  - Mettre en œuvre des lois visant à prévenir la violence à l'égard des femmes et des filles.
  - Une formation sur la manière de mettre en œuvre et de respecter ces lois doit être dispensée aux services d'intervention, aux éducateurs, au personnel judiciaire et médical et aux représentants élus, entre autres, pour veiller à ce que les femmes ne soient pas davantage victimisées[135].
  - Assurer le conseil : Veiller à ce que les centres de conseil soient disponibles en ligne et accessibles via les réseaux sociaux afin

qu'ils soient accessibles au plus grand nombre de femmes possible[136].

- Fournir un accès à une aide juridique : Les femmes victimes de violences ont besoin d'un accès garanti à une aide juridique abordable et appropriée ainsi que d'un accès à la justice, et disposant d'interprètes afin que la langue ne soit pas un obstacle pour les femmes marginalisées et démunies.

- **Mettre fin à toutes les formes de harcèlement[137].**
  - Mettre fin à toutes les formes de violence et de criminalisation étatiques qui menacent les démocraties du monde entier et qui ont été exacerbées par la pandémie. Accorder une attention particulière aux luttes des femmes et des personnes LGBQTI+ et à l'impact de la crise, des guerres et de l'occupation sur leurs droits, à la criminalisation des femmes dirigeantes de mouvements sociaux et des défenseures des droits humains et de l'environnement, ainsi qu'aux défis supplémentaires auxquels sont confrontées les femmes migrantes et réfugiées.

> *Il est temps d'élaborer des politiques qui reconnaissent les femmes… en tant qu'agents économiques, ce qu'elles sont déjà. Il n'est pas nécessaire d'inventer d'autres tâches pour les agricultrices. La question est de savoir comment distribuer et intégrer cette production que les femmes font déjà dans les politiques. (12)*

5.3. Participation, représentation et inégalité numérique

Impacts

Reconnaissance

Nous l'avons déjà mentionné dans ce rapport, mais la répétition en vaut la peine : la représentation et la reconnaissance sont importantes, les femmes sont fréquemment sous représentées et leur rôle et leur travail ne sont pas reconnus comme il se doit. Les femmes ne sont pas reconnues comme des producteurs alimentaires et des acteurs économiques. Ce manque de reconnaissance a des répercussions sur leur capacité d'accéder à des programmes gouvernementaux et à d'autres formes d'aide sociale (voir ci-dessous). Comme l'a expliqué une personne interrogée qui travaille avec des mouvements de femmes en Asie du Sud :

> *Personne ne reconnaît le rôle des femmes dans le secteur de la pêche. Quand on parle de pêche, il est entendu que seuls les hommes pêchent. Ils reçoivent les compensations[138].*

Le manque d'accès à la documentation est un autre facteur qui a eu de graves conséquences sur les femmes pendant la crise.

Manque de données ventilées par sexe

Ce manque de reconnaissance est renforcé par un manque de statistiques adéquates reflétant les contributions des petits producteurs d'aliments et le manque de données ventilées par sexe. Cela limite donc de façon significative les possibilités de participation et de représentation. Comme nous l'a expliqué une personne interrogée :

> *Nous avons un secteur de la pêche assez important en Thaïlande, et en l'étudiant de près, trois ou quatre types de producteurs apparaissent. La majorité est constituée de pêcheurs artisanaux dont la vie, l'alimentation et le revenu proviennent de la pêche de capture. Ils forment environ 80 % du total du secteur de la pêche en Thaïlande. D'après les statistiques officielles, le gouvernement ne prend en compte que les pêcheurs commerciaux et l'aquaculture. Il y a également les statistiques relatives à la main-d'œuvre, à savoir les hommes et femmes travaillent dans les usines de transformation. Ils ne disposent vraiment pas d'informations, des informations de bonne qualité sur les pêcheurs artisanaux car la définition des pêcheurs artisanaux en Thaïlande ne tient compte des propriétaires de bateaux*[139].

Inégalité numérique et informations fallacieuses

La participation active et la représentation requièrent un accès à l'information. Comme nous l'avons noté ci-dessus, l'accès à l'information relève du défi, en partie à cause d'un mauvais accès à l'Internet. Au Brésil, il a été expliqué que 65 % des femmes rurales n'ont pas accès à l'Internet à leur domicile, contre 35 % des femmes des zones urbaines [140]. Pour nombre de femmes, les groupes WhatsApp ont joué un rôle important dans le partage et l'accès à

l'information pendant la pandémie, bien qu'il s'agisse d'un accès perçu comme limité. Certaines femmes tiennent leurs informations de la télévision, mais ces informations sont souvent déformées. Les mouvements ont également dû faire face aux soi-disantes « infodémies » : la diffusion de fausses informations, d'informations fallacieuses et de théories de complot[141]. L'une des personnes interrogées aux États-Unis a regretté le fait qu'il était difficile de comprendre les informations relatives au COVID-19 et de s'y fier en raison de leur caractère partiel, incomplet et difficile à synthétiser. Cela a entraîné des sentiments croissants de peur et de stress[142].

La pandémie a mis en évidence et renforcé l'inégalité numérique. En ce qui concerne l'éducation, le confinement a imposé de nouveaux moyens de communication technologique et virtuelle auxquels les zones rurales, notamment, n'étaient pas préparées. Les problèmes de connexion tendent à marginaliser les communautés rurales ainsi que les femmes qui y sont domiciliées[143].

Demandes politiques

- **Reconnaître le rôle majeur que jouent les femmes et les organisations de femmes en tant qu'acteurs et décideurs** en matière de politiques, plans et stratégies de développement agricole et rural, y compris dans les secteurs de la sylviculture, de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture.
- **S'assurer activement d'une participation significative des femmes et des organisations de femmes** dans les zones rurales (et urbaines) en établissant des quotas de représentation, en veillant à ce qu'elles puissent influencer les politiques et en corrigeant les inégalités de pouvoir entre hommes et femmes [144].
    - Garantir une représentation adéquate des femmes dans la prise de décision.
    - Garantir la participation active de divers groupes de femmes affectées de la conception à la mise en œuvre de tout processus les concernant[145].
- **Investir dans le leadership des femmes et dans leurs organisations**, financièrement et techniquement, et apporter un soutien à leurs réseaux formels et informels. Il est essentiel d'investir dans le leadership des femmes et de les engager dans la conception et la mise en œuvre des stratégies de réponses au COVID-19 afin de garantir que leurs perspectives et leurs besoins sont pris en compte de manière adéquate[146].
- **Financer la recherche sensible au genre** portant sur les impacts du Covid-19 (y compris les impacts sociaux et économiques) dans tout le système alimentaire. S'assurer que toute cette recherche tienne compte des questions de genre et que les résultats soient ventilés par sexe et identité de genre[147]. La recherche devrait être financée par des fonds publics et assortie de garanties appropriées pour éviter les conflits d'intérêts.

- **Démocratiser l'accès à l'Internet** : Prendre des mesures visant à augmenter l'accès à l'Internet, pas seulement afin d'améliorer l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'accès à l'information, mais également afin d'encourager l'engagement dans différents processus sociétaux, notamment la politique, l'éducation et les marchés. Augmenter la formation sur les outils numériques visant les femmes et les filles pour veiller à ce qu'elles puissent bénéficier des nouveaux modes de travail (webinaires, classes virtuelles et réunions en ligne)[148].

5.4. Réponses des gouvernements et protection sociale

Impacts

Les réponses gouvernementales ont varié d'un pays à l'autre et aussi suivant les régions et les municipalités. Les gouvernements ont été forcés d'apporter des réponses rapides dans un contexte inhabituel et changeant. Les réponses ont souligné les tensions entre la politique et la science, entre la vie et le capital, et les réponses politiques ont couvert tout cet éventail. Dans certains pays, des confinements militarisés ont été imposés conduisant à une montée de l'autoritarisme, de la violence d'État et de graves violations des droits humains, qui visent souvent spécifiquement les femmes. Aux Philippines, l'une des personnes interrogées nous a expliqué que le confinement revenait à instaurer la loi martiale :

> *Il s'est agi d'une solution militaire, plutôt que d'une réponse médicale, qui se caractérisait par de nombreux contrôles de sécurité et des déploiements de la police et de l'armée dans les communautés* [149].

Manque de réponses tenant compte des questions de genre au COVID-19

Il est clair que, trop souvent, le genre n'a pas été une priorité dans le développement de mesures politiques. Les expériences passées montrent que les femmes (rurales) sont touchées de façon disproportionnée par les crises économiques et sanitaires et ce multiples manières, notamment en termes de sécurité alimentaire et la nutrition (mais pas seulement), de manque de temps, d'accès aux installations de santé, de services et d'opportunités économiques, et de violence de genre[150]. En ce qui concerne le COVID-19, il semble que la majorité des organes de

prise de décision établis en réponse à la pandémie soient dominés par des hommes et comme nous l'avons documenté dans ce rapport, les réalités vécues par les femmes et les autres groupes marginalisés ont été ignorées[151].

Pendant notre recherche, nous avons entendu une expression de frustration répétée selon laquelle les normes établies par les gouvernements sont dépourvues d'une dimension de genre. Une personne nous a expliqué : « elles sont très générales et ne rendent pas visible le travail des femmes et ne sont pas axées sur la protection de la nutrition des femmes et des filles »[152].

Protection sociale inadéquate

La crise du COVID-19 a mis en évidence, dans nombre de pays, le manque des systèmes de protection sociale dont la mise en œuvre devrait devenir une priorité des gouvernements dans les mois à venir[153]. Les pays ont connu des situations très différentes selon s'ils disposaient ou non de systèmes de santé publique suffisamment financés, tandis que des inégalités en matière d'accès à la santé publique et à la protection sociale sont apparues de manière flagrante. En lien avec ces questions ou l'accès et la reconnaissance discutés ci-dessus, une personne interrogée aux Philippines a expliqué comment la discrimination était inhérente à la façon dont les programmes d'aide financière et sociale étaient menés à bien, entraînant l'exclusion de nombreuses familles pouvant légitimement y prétendre[154]. En Inde, les fonds de secours ne sont pas parvenus aux femmes dalits et la distribution gratuite de rations alimentaires par le système de distribution public a été refusée aux femmes dalits.[155] Partout dans le monde, le rôle joué par les agricultrices, dont le travail apporte de la résilience et un soutien d'urgence pendant les pandémies, n'est guère reconnu.[156]

Aide alimentaire, mainmise des grandes entreprises et environnement alimentaire malsain.

Bien que l'on ait recensé certains cas de soutien positif en faveur des producteurs à petite échelle, des préoccupations ont aussi émergé de la façon dont les politiques ont renforcé le *statu quo*, favorisant des environnements alimentaires malsains. En Colombie, nous avons appris que s'agissant des politiques d'aide alimentaire, le gouvernement ne soutenait que les industries et les entreprises qui faisaient don d'aliments, étant des aliments ultratransformés. Les ressources provenant de ces politiques d'aide alimentaire favorisent une consommation malsaine.

Cette démarche est aussi utilisée dans les programmes d'alimentation scolaire[157]. Des plaintes semblables ont été enregistrées au Brésil où les défis posés par le COVID-19 se sont ajoutés aux politiques désastreuses du gouvernement Bolsonaro. Le programme d'alimentation scolaire (qui exige un approvisionnement au moins égal à 30 pour cent auprès d'agriculteurs familiaux) a été gravement touché. Avec la fermeture des écoles, la distribution de repas a été interrompue ainsi que les achats aux agriculteurs. Ces perturbations se sont ajoutées aux tendances préalables constatées chez des nombreuses municipalités, consistant à privatiser et externaliser la préparation des repas. Le programme d'acquisition d'aliments (PAA), qui consiste à se procurer des aliments auprès d'agriculteurs familiaux pour les distribuer ensuite à des centres d'aide sociale, et qui inclut des mesures de discrimination positive en faveur des femmes, a été complètement interrompu. À Madrid, en Espagne, un contrat a été signé avec Telepizza pour permettre de nourrir les étudiants touchés par l'interruption des repas scolaires. Si cette mesure fut apparemment justifiée par la capacité de Telepizza à livrer les pizzas, en fin de compte, nous avons appris que les familles ont dû se rendre dans les établissements de Telepizza (ou à d'autres endroits) pour recevoir leur repas[158].

Demandes politiques

- **Veiller à ce que toutes les réponses au COVID-19 tiennent compte des questions de genre**.
    - Veiller à ce que toutes les institutions, politiques et législations tiennent compte des questions de genre et protègent les droits des femmes, en reconnaissant que les crises affectent les hommes et les femmes, ainsi que les femmes urbaines et rurales, à la peau noire, marron et autochtones, chacunes de manière différente
    - Prendre des mesures pour mettre en œuvre la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et sa recommandation générale 34 sur les femmes rurales
    - Déconstruire le récit dominant sur les femmes qui sont très souvent dépeintes comme des victimes ayant besoin de politiques anti-pauvreté et d'aide sociale. Les réponses politiques doivent tenir compte du rôle des femmes dans les systèmes agro-alimentaires et garantir que leurs multiples besoins - en tant que gardiennes de la sécurité alimentaire du foyer, productrices d'aliments, gestionnaires de la ferme, transformatrices, négociantes, travailleuses salariées et entrepreneuses - sont pris en considération comme il se doit[159].
    - À court terme, il convient de mettre à disposition des femmes et des organisations de femmes des fonds d'urgence et de relance. Il est crucial de s'assurer que les fonds parviennent bien aux

femmes, par exemple en veillant à ce que les fonds disposent de quotas clairs pour les femmes, en veillant, par exemple à ce que ces fonds soient assortis de quotas clairs dédiés aux femmes et à ce que ce qui est consacré aux femmes aille vraiment à ces dernières au moment de la mise en œuvre[160].

- **Donner la priorité à la protection sociale.**
    - Il convient de donner la priorité à la protection sociale pour tous, avec une attention spécifique aux groupes autochtones, minoritaires et marginalisés. Cela signifie d'établir des mesures ciblées visant à atténuer l'impact de la pandémie sur les femmes, qui peuvent être les premières à être touchées par une augmentation de leurs responsabilités, et la perte d'emploi et de revenus[161]. Ces mesures pourraient, par exemple, couvrir les frais d'eau et d'électricité.
    - Toutes les politiques doivent garantir un emploi décent pour les travailleur.euse.s et des socles de protection sociale[162]. Les États doivent adopter des socles de protection sociale qui tiennent compte des questions de genre, conformément à la recommandation n° 202 de l'OIT, pour garantir que les femmes des zones rurales un accès aux soins de santé, à la garde d'enfants et une sécurité des revenus[163] [164].

6. CONCLUSION

Le présent rapport a résumé les impacts, les principes et les demandes politiques clés qui ont émergé de recherches effectuées auprès de femmes dans et à travers les secteurs et les régions du Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSC). Des actes d'entraide et de solidarité ont également été mis en exergue.

Pour poursuivre cet élan, nous voulons réitérer l'important travail réalisé par les mouvements, les individus et les autres organisations de la société civile, non seulement en solidarité les uns avec les autres, mais aussi pour placer les États face à leurs responsabilités.
Les efforts et les impacts reflétés dans ce rapport indiquent des réponses diverses et décentralisées à cette crise multi-dimensionnelle [165]. Notre recherche confirme que les mouvements ont

dénoncé le poids des inégalités face à la pandémie, mis en place des groupes d'entraide, assuré le suivi des politiques nationales et informé leurs concitoyens lors de campagne d'éducation populaire. Le rassemblement des cas et des initiatives émanant des différents continents ne devrait pas cacher les spécificités des contextes locaux et nationaux, les différentes formes que prennent les débats sur la crise ou le fait que les efforts pour établir des liens et partager des perspectives parmi les mouvements de différents continents sont restés limités[166].

Compte tenu de cet élan, la pandémie et la crise en résultant nous offrent une importante opportunité pour faire pression en faveur de l'égalité, de la souveraineté alimentaire et d'un futur féministe. Les solutions aux problèmes actuels et futurs se trouvent dans les mains des femmes qui conservent et sèment les semences, vendent et échangent les denrées alimentaires, nourrissent les enfants, soignent les anciens, labourent les champs, capturent et nettoient le poisson, gardent les moutons et partagent leurs connaissances.

7. MESSAGES POLITIQUES CLÉS DU GROUPE DE TRAVAIL DES FEMMES DU MSC:

Les principales demandes politiques suivantes ont été rédigées par le Groupe de travail des femmes du MSC à partir des conclusions de ce rapport et de la Vision des femmes du MSC pour 2018.

Nous pensons que le droit à l'alimentation, la sécurité alimentaire et la nutrition ainsi que la souveraineté alimentaire ne seront jamais réalisés sans assurer le plein respect, la protection et la réalisation des droits des femmes et le démantèlement des relations de pouvoir patriarcales, féodales et néolibérales. Nous voulons aller au-delà de l'objectif universellement accepté d'égalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes, qui n'affirme pas explicitement la centralité des droits des femmes, la reconnaissance de notre autodétermination, de notre autonomie et de notre pouvoir de décision dans tous les aspects de notre vie et de notre corps, y compris la nourriture que nous produisons et consommons. Nous reconnaissons, à la lumière de cette pandémie, la nécessité de déconstruire le

discours dominant sur les femmes qui sont très souvent présentées comme des victimes ayant besoin de politiques de lutte contre la pauvreté et d'aide sociale. Tous les acteurs engagés dans le CSA doivent intérioriser dans leurs analyses, leurs contributions et leurs actions pratiques le fait que les femmes sont des agents politiques actifs qui déterminent leur propre vision, leur changement et leur développement, et doivent être reconnues comme ayant le droit de s'autodéterminer et de déterminer leur corps, à travers leurs mouvements et leurs organisations collectives.

Nous considérons que le système alimentaire mondial actuel est construit sur la discrimination fondée sur le sexe et la violation des droits des femmes et qu'il perpétue ces pratiques. Afin de parvenir à une société juste et équitable dans laquelle les femmes peuvent pleinement jouir de leurs droits et de leur autodétermination, nous devons mettre au centre le modèle alternatif de consommation et de production fondé sur l'agroécologie et le paradigme de la souveraineté alimentaire.
Nous considérons que toute revendication politique doit être fondée sur des principes féministes clés tels que la justice, l'égalité et l'équité entre les genres, la non-discrimination et l'intersectionnalité, la participation et la reconnaissance.

Nous demandons instamment aux États membres:

- de reconnaître, réaliser et protéger les droits des femmes, en promouvant l'élimination de toute forme de violence et de discrimination à l'égard des femmes et des personnes LGBTQI+, comme condition préalable à toute réponse politique à la pandémie du Covid-19 et comme condition préalable à la sécurité alimentaire mondiale;

- d'intégrer une perspective féministe dans les processus d'élaboration des politiques en assurant aux organisations féminines de base un rôle central et prépondérant dans les processus de décision dès les premières étapes ; l'orientation de la transformation des systèmes alimentaires doit être fondée sur des perspectives, des connaissances et des pratiques écologiques et féministes.

- de reconnaître les droits des travailleuses, en accordant une attention particulière à la reconnaissance, la valorisation et la redistribution de leur travail de soins qui, en raison de la division du travail entre les sexes, incombe de manière disproportionnée aux femmes. L'État doit garantir les services publics, y compris l'accès à l'eau, aux services de garde d'enfants, aux crèches, aux écoles et aux espaces de loisirs pour les enfants et redistribuer le travail de soins entre toutes les composantes de la société;

- de reconnaître le droit à la négociation collective, le droit d'association et d'auto-organisation, la protection maternelle, la sécurité des espaces de travail, un salaire adéquat et équitable, en accordant une attention particulière aux travailleuses migrantes et aux travailleuses sans papiers.

- de mettre fin à toute forme de violence et de criminalisation par les États qui menacent les démocraties du monde entier et qui ont été exacerbées par la pandémie. d'accorder une attention particulière aux luttes des femmes et des personnes LGBQTI+ et à l'impact des crises, des guerres et de l'occupation sur leurs droits, de s'opposer à la criminalisation des femmes dirigeantes de mouvements sociaux, communautaires et des défenseuses des droits humains, et aux défis auxquels sont confrontées les femmes migrantes et réfugiées.

- d'assurer et de garantir les droits des femmes à l'accès, à la propriété, à la redistribution équitable et au contrôle des terres, des territoires, des semences conservées et multipliées de manière autochtone, l'accès à l'eau et la reconnaissance des connaissances des femmes en matière de production, qu'elles possèdent et conservent comme leurs propres savoirs.

- de promouvoir, par des politiques publiques et des mécanismes de financement spécifiques, l'accès des femmes aux marchés territoriaux et aux coopératives de femmes et aux organisations de petits producteurs alimentaires.

- de reconnaître, utiliser et appliquer les principles de la convention CEDEF et la RG 34 comme étant le cadre mondial des Nations unies pour les droits humains des femmes, et pour le CSA de baser toute décision politique sur les droits des femmes tels qu'ils sont inscrits dans la convention, et de promouvoir le suivi et la responsabilité des décisions politiques du CSA dans la perspective des droits des femmes. La Résolution générale 34, qui articule les droits des femmes rurales, devrait particulièrement guider le CSA en ce qui concerne les droits des femmes dans les zones rurales.

- de reconnaître avant tout les femmes comme étant des êtres humains ayant leurs propres droits, y compris leurs droits en matière de santé sexuelle et

génésique (DSHR), et pas uniquement en tant que mères, dispensatrices de soins, responsables de la sécurité alimentaire et de la nutrition des ménages et autres.

- de garantir les droits des femmes à accéder à l'éducation formelle et informelle, aux services de santé publique, y compris la santé sexuelle et reproductive (SSR), et aux politiques de sécurité sociale et de protection sociale;

- de soutenir les politiques publiques visant à réduire la fracture numérique dans les zones rurales et urbaines ; d'assurer une augmentation substantielle des budgets publics de l'éducation et des soins de santé;

- d'assurer des politiques de régulation et de sauvegarde afin de protéger l'intérêt public contre l'accaparement des biens publics par les entreprises prédatrices.

- de s'attaquer aux causes profondes des inégalités entre les femmes et du déséquilibre des rapports de force en désignant et en abordant le patriarcat, le capitalisme, le racisme et le féodalisme, en particulier dans le contexte asiatique, ainsi que l'impact disproportionné du changement climatique, qui génèrent tous différentes formes d'oppression structurelle qui affectent différemment les femmes dans un contexte social donné, qu'elles soient rurales, urbaines, minoritaires ou autochtones;

- de s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition qui sont liées au patriarcat, au féodalisme et à l'expansion de l'agriculture industrielle et aggravées par l'urgence actuelle en matière de climat et de biodiversité. Dans la foulée des assauts du modèle néolibéral, de nouvelles manifestations d'exploitation et d'oppression se développent, comme l'accaparement des ressources naturelles et du corps des femmes, l'impact dévastateur des grands projets d'infrastructure, la privatisation, la libéralisation du commerce et la déréglementation.

- de garantir des institutions, des lieux de travail et des services publics exempts de sexisme et de violence

- de remédier au manque actuel de supervision, de reddition de comptes et d'information des institutions publiques, y compris le CSA.

8. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES ENTRETIENS RÉALISÉS

Comme indiqué dans la section sur la méthodologie, 25 femmes ont été approchées afin d'être interrogées. Chacune a reçu un numéro. Sur ces 25 femmes, 16 ont été interrogées. Le tableau suivant est présenté conformément au numéro initial assigné à chacune d'entre elle.

Après avoir accepté d'être interrogée, chaque femme a été invitée à fournir une dénomination à même de décrire son rôle et ses responsabilités de sorte à protéger son identité. Ceci est reflété dans le tableau suivant. Au cours de la phase de révision et de consultation, les femmes ont discuté du rapport et ont fourni des commentaires oraux lors d'une réunion en ligne. Un retour d'information direct a également été envoyé par courrier électronique aux auteurs.

	Dénomination
1	Agricultrice familiale des États-Unis
5	Femme travaillant pour une organisation de femmes de base (sur l'agroécologie et le climat)
6	Dirigeant d'un réseau de femmes rurales et de travailleuses
7	Bergère d'Europe (pastoraliste)
8	Activiste de base féministe et chercheuse
9	Chargée de questions de genre et du plaidoyer dans une petite organisation agricole
10	Activiste féministe travaillant sur les droits des agriculteurs et des femmes en Asie du Sud
12	Activiste féministe travaillant sur les droits des agriculteurs et des femmes
13	Femme autochtone impliquée dans un réseau régional du Pacifique
14	Femme travaillant sur le développement durable
15	Femme travaillant en faveur des droits fonciers en Asie du Sud
16	Développement rural Europe de l'Est
17	Jeune chercheuse féministe d'Asie du Sud
18	Femme travaillant avec les mouvements de femmes d'Asie du Sud
21	Experte de relations de genre en milieu rural, Europe de l'Est
24	Femme travaillant pour le chef d'une Première nation dans l'ouest du Canada.

À propos des autrices

Jessica Duncan est professeure associée en sociologie rurale à l'Université de Wageningen (Pays-Bas). Elle est titulaire d'un doctorat en politique alimentaire de la City University de Londres (2014). Les recherches de Jessica portent sur les pratiques et les politiques de participation dans les processus de politique alimentaire, en particulier sur les relations (formelles et informelles) entre les organisations de gouvernance, les systèmes d'approvisionnement alimentaire, l'environnement et les acteurs engagés dans et à travers ces espaces. Plus précisément, elle cartographie les diverses façons dont les acteurs participent aux processus d'élaboration des politiques, en analysant comment les politiques qui en résultent sont élaborées, mises en œuvre, remises en question et suscitent des résistances. Elle élabore des théories sur ce que cela signifie pour la transformation socio-écologique. La participation et l'engagement se trouvent au cœur de son approche. Elle est, entre autres, active dans un large éventail d'initiatives locales, nationales et internationales afin de pouvoir mieux comprendre les processus de participation en vue de la transition vers des systèmes alimentaires justes et durables. Jessica a récemment corédigé le *Handbook on Sustainable and Regenerative Food Systems* (2020). Parmi ses autres ouvrages, citons *Food Security Governance: Civil society participation in the Committee on World Food Security* (2015) et un volume édité intitulé *Sustainable food futures: Multidisciplinary solutions* (2017).
Elle peut être contactée à l'adresse suivante : jessica.duncan@wur.nl.

Priscilla Claeys est professeure associée en souveraineté alimentaire, droits humains et résilience au Centre for Agroecology, Water and Resilience (CAWR), de l'Université de Coventry (Royaume-Uni). Elle est titulaire d'un doctorat en sciences politiques et sociales de l'Université de Louvain (UCL) en Belgique (2013). Le principal axe de recherche de Priscilla concerne les droits humains et les mouvements sociaux. Elle s'intéresse particulièrement à la compréhension des processus de mobilisation juridique par lesquels les acteurs sociaux utilisent et cherchent à transformer la loi pour faire avancer leurs revendications. Elle est également passionnée par la gouvernance de la sécurité alimentaire et les moyens d'accroître la participation et d'encourager l'inclusion et la diversité dans les espaces de décision politique. Entre 2012 et 2018, elle a suivi et soutenu le processus de négociation de la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, qui a été adoptée en décembre 2018 par l'Assemblée générale des Nations unies. Elle étudie actuellement les moyens de soutenir la mise en œuvre de la Déclaration, notamment par le biais d'une recherche-action participative sur le genre et les droits communautaires/collectifs en Afrique. Priscilla siège au conseil d'administration international de FIAN International, l'organisation internationale qui défend et promeut le droit à l'alimentation. Avant de devenir universitaire, elle a travaillé comme conseillère principale auprès du Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter (2008-2014), ainsi que pour un certain nombre d'organisations de défense des humains et d'ONG de développement.

En savoir plus sur leur travail à www.foodgovernance.com

RÉFÉRENCES

[1]BLe féodalisme est défini comme le contrôle de vastes étendues de terre par une très petite minorité puissante de propriétaires terriens qui exploitent et oppriment les communautés rurales, en particulier les petits producteurs et les sans-terre, surtout dans le contexte asiatique

[2]BFAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO. 2020. L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020 - Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable . Rome, FAO. http://www.fao.org/publications/card/fr/c/CA9692FR p. xvi

[3] Bao, H. 2020. 'Anti-domestic violence little vaccine' : A Wuhan based feminist activist campaign during COVID-19. *Interface*. https://www.interfacejournal.net/wp-content/uploads/2020/05/Bao.pdf

[4] FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO. 2020. L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020 - Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable. Rome, FAO. http://www.fao.org/publications/card/fr/c/CA9692FR p. xvi

[5] OECD. 2020. Women at the core of the fight against COVID-19 crisis. OECD Policy Responses to Coronavirus (COVID-19) https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/women-at-the-core-of-the-fight-against-covid-19-crisis-553a8269/

[6] Les femmes représentent 70 % des travailleurs sociaux et de santé dans le monde, par exemple, mais elles sont sous-représentées dans les postes de direction. Cf: Silva, I. 2020. Avec le confinement les femmes sont plus exposées aux violences et au risque de chômage . *EuroNews*. April 8. https://fr.euronews.com/2020/04/08/avec-confinement-les-femmes-sont-plus-exposees-aux-violences-et-au-risque-de-chomage; OECD. 2020; and Buvinic, M. Moe, L. and Swanson, E. 2020. Tracking the Gender Impact of COVID-19. Centre for Global Development. https://www.cgdev.org/blog/tracking-gender-impact-covid-19

[7] CARE. 2020. Left Out and Left Behind: Ignoring Women Will Prevent Us From Solving the Hunger Crisis Policy Report. https://insights.careinternational.org.uk/publications/left-out-and-left-behind-ignoring-women-will-prevent-us-from-solving-the-hunger-crisis

[8] Sharma, L. 2020. Gender, Health Care and Social Assistance Wage Inequality in Canada, and COVID-19: Why 'women workers in general and in particular women in health care and social assistance jobs need better and equal wages now'.

[9] Pour une présentation de ces sous-régions et secteurs sociaux voir: http://www.csm4cfs.org/fr/le-msc/

[10] Bao, H. 2020. 'Anti-domestice violence little vaccine' : A Wuhan based feminist activist campaign during COVID- 19. *Interface*. https://www.interfacejournal.net/wp-content/uploads/2020/05/Bao.pdf

[11] Pleyers, Geoffrey. "The Pandemic Is a Battlefield. Social Movements in the COVID-19 Lockdown." *Journal of Civil Society* 0, no. 0 (2020): 1–18. https://doi.org/10.1080/17448689.2020.1794398. p 9.

[12] Interview 4

[13] Pleyers, Geoffrey. 2020. "The Pandemic Is a Battlefield. Social Movements in the COVID-19 Lockdown." *Journal of Civil Society* 0(0): 1–18. https://doi.org/10.1080/17448689.2020.1794398

[14] Pleyers, Geoffrey. 2020. p 2.

[15] Pleyers, Geoffrey. 2020. p 8.

[16] Interview 1

[17] Interview 12

[18] Interview 24

[19] Interview 14

[20] Springer, S. 2020. Caring geographies: The COVID-19 interregnum and a return to mutual aid. *Dialogues in Human Geography*. 10(2):112-115. https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/2043820620931277 ; Springer, S. 2017. Property is the mother of famine: on dispossession, wages, and the threat of hunger. *Political Geography*. 62: 201-203. https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0962629817303116?via%3Dihub

[21] Interview 6, 8,10

[22] Chukunzira, A. 2020. Organizing under curfew: Perspectives from Kenya. *Interface*. https://www.interfacejournal.net/wp-content/uploads/2020/05/Chukunzira.pdf

[23] Interview 14 ; FAO. 2020. Legal considerations in the context of responses to COVID-19 to mitigate the risk of food insecurity (FAO 8615). http://www.fao.org/family-farming/detail/en/c/1275277/

[24] Via Campesina, FIAN et al. 2020.

[25] Via Campesina. 2020. Declaration de Nyéléni: Declaration du Forum pour la souveraineté alimentaire. Nyéléni 2007. http://www.cadtm.org/spip.php?page=imprimer&id_article=2463

[26] Via Campesina, FIAN et al. 2020.

[27] Interview 1

[28] Via Campesina, FIAN et al. 2020.

[29] Via Campesina, FIAN et al. 2020.

[30] Interview 1

[31] ONU-Femmes, 2020, Les femmes dans l'économie non structurée. https://www.unwomen.org/fr/news/in-focus/csw61/women-in-informal-economy

[32] Interview 14

[33] Interview 15

[34]McKinsey Global Institute, 2020, COVID-19 and gender equality: Countering the regressive effects https://www.mckinsey.com/featured-insights/future-of-work/covid-19-and-gender-equality-countering-the-regressive-effects

[35] Kochihar, R., 2020, Hispanic women, immigrants, young adults, those with less education hit hardest by COVID-19 job losses. *Pew Research Centre*. https://www.pewresearch.org/fact-tank/2020/06/09/hispanic-women-immigrants-young-adults-those-with-less-education-hit-hardest-by-covid-19-job-losses/

[36] Karp, P. 2020. Australian women twice as likely as men to be 'discouraged workers' after Covid-19 job loss. The Guardian, 6 July. https://www.theguardian.com/business/2020/jul/07/women-twice-as-likely-as-men-to-be-discouraged-workers-after-covid-19-job-loss

[37] Interview 14

[38]Interview 9 ; ROPPA, 2020, "Un Comité de Veille et d'Action. Mission, Organisation et Fonctionnement" http://roppa-afrique.org/IMG/pdf/roppa-a5-160420-1.pdf

[39] Interview 9, 14

[40] COVID-19 Response Gender Working Group. 2020. Gendered Impacts of COVID-19 on Women in Fiji. Diverse Voices and Action (DIVA) for Equality Fiji, Fiji Women's Rights Movement (FWRM), UN Women Fiji Multi-Country
Office (MCO), the Asian Development Bank and the Ministry of Women, Children and Poverty Alleviation (MWCPA).

[41] Interview 10

[42] Interview 10

[43] Interview 5

[44] Interview 5

[45] Interview 8 ; Diesner, D. 2020. Self-governance food system before and during the Covid-crisis on the example of CampiAperti, Bologna, Italy. *Interface.*
https://www.interfacejournal.net/wp-content/uploads/2020/05/Diesner.pdf

[46] CSM Women's Group. Internal Document. 20 May 2020.

[47] McKinsey Group 2020.

[48] Interview 9

[49] Interview 12

[50] Interview 5

[51] Interview 1

[52] Interview 12

[53] CSM Women's Group. Internal Document. 20 May 2020.

[54] Interview 1

[55] Pleyers, G. 2020. p 12.

[56] Interview 1

[57] Mohanty, S. 2020. From communal violence to lockdown hunger: emergency responses by civil society networks in Delhi, India. *Interface*. https://www.interfacejournal.net/wp-content/uploads/2020/04/Mohanty.pdf

[58] Rashid, O., Anand, J., Mahale, A. 2020. India coronavirus lockdown. Migrant workers and their long march to uncertainty. *The Hindu*. April 4.

[59] Interview 24

[60] Acciari, L. 2020. Care for those who care for you! Domestic workers' struggles in times of pandemic crisis. *Interface.* https://www.interfacejournal.net/wp-content/uploads/2020/05/Acciari.pdf

[61] Interview 18

[62] Témoignages envoyés par e-mail aux autrices.

[63] Interview 8

[64] Interview 12

[65] FAO, 2020. Gendered impacts of COVID-19 and equitable policy responses in agriculture, food security and nutrition (CA9198). http://www.fao.org/policy-support/tools-and-publications/resources-details/fr/c/1276740/

[66] FAO, 2020. Gendered impacts of COVID-19.

[67] Interview 14

[68] Interview 15

[69] Interview 14

[70] UN Women. 2020.

[71] Interview 9

[72] Oxfam, Care, ROPPA et al. 2020. Les femmes ouest africaines face à la COVID. 7 réalités, 7 solutions.

[73] Oxfam, Care, ROPPA et al. 2020.

[74] Interview 8 ; FAO, 2020. COVID-19 and rural poverty: Supporting and protecting the rural poor in times of pandemic (FAO CA8824EN). http://www.fao.org/reduce-rural-poverty/resources/resources-detail/en/c/1273387/

[75] Interview 1

[76] Interview 12

[77] Interview 1

[78] Oxfam, Care, ROPPA et al. 2020.

[79] Interview 18; COVID-19 Response Gender Working Group. 2020.

[80] Interview 10

[81] IUF. 2020. IUF Revendications de l'UITA pour un retour au travail en toute sécurité pendant le COVID-19. https://www.iuf.org/wp-content/uploads/attachments/IUFCovid-19Demands-HRCTReturnToWorkFRENCH.pdf

[82] IUF. 2020. 4.

[83] IUF. 2020.

[84] CEDAW. 2016. *Recommandation générale n* o. *34* 2016) sur les *droits* des *femmes rurales* . https://digitallibrary.un.org/record/835897/files/CEDAW_C_GC_34-FR.pdf

[85] IUF, 2020.

[86] Interview 10

[87] Entretiens n° 18, 6; CEDAW 2016

[88] UNEP, FAO, ICLEI, RUAF and Rikolto. 2020. Webinar Women's Housing and Land Rights and Covid-19. 26 May. https://youtu.be/ySuWgyWK150

[89] CEDAW. 2016.

[90] FAO.2020. COVID-19 and rural poverty

[91] Via Campesina, FIAN et al. 2020. '.

[92] ESCRNet, 2020. Le jour d'après : Contrer les injustices systémiques, faire progresser les droits de l'homme. ESCR-Net - Appel mondial à l'action. 1 May 2020 - https://www.escr-net.org/fr/nouvelles/2020/appel-laction-au-niveau-mondial-du-reseau-desc

[93] Entretiens n° 5, 9, 12, 14, 18, 24.

[94] Alon, T. et al. 2020. The impact of COVID-19 on gender equality. Working Paper 26947. National Bureau of Economic Research. (April). http://www.nber.org/papers/w26947

[95] Nobre, M. 2020. Mulheres rurais em eio à pandemia: desigualdades e práticas econômicas para a vida. http://mulheresnapandemia.sof.org.br/mulheres-rurais-em-meio-a-pandemia/

[96] Nobre, M. 2020.

[97] Témoignages envoyés par e-mail aux auteurs.

[98] Interview 12

[99] Burzynska, K. and Contreras, G. 2020. Gendered effects of school closures during the COVID-19 pandemic. The Lancet (Correspondence). 395(10242):1968. https://linkinghub.elsevier.com/retrieve/pii/S0140673620313775

[100] Alon et al. 2020.

[101] CEDAW. 2016.

[102] CEDAW. 2016.

[103] Entretiens n° 12, 14

[104] FIAN International. 2020. Rapport de suivi sur le droit à l'alimentation et à la nutrition pendant la covid-19 Rapport de suivi juin 2020). https://www.righttofoodandnutrition.org/fr/rapport-de-suivi-sur-le-droit-lalimentation-et-la-nutrition-pendant-la-covid-19

[105] Interview 14

[106] FAO. 2020. Protection sociale et lutte contre la covid-19 dans les zones rurales (ca8561). http://www.fao.org/publications/card/fr/c/CA8561FR

[107] Entretiens 1, 12, 24

[108] FIAN International. 2020.

[109] Interview 14

[110] Ventura Alfaro, J. M. 2020.Feminist solidarity networks have multiplied since COVID 19 outbreak in Mexico. *Interface.* https://www.interfacejournal.net/wp-content/uploads/2020/05/Ventura-Alfaro-1.pdf

[111] Leroy, A. 2020. Le genre dans la crise du COVID. https://www.cetri.be/Le-genre-dans-la-crise-du-covid?lang=fr

[112] Bao, H. 2020.; Taube, A. 2020. 'A New Covid-19 Crisis: Domestic Abuse Rises Worldwide.' *New York Times*. https://www.nytimes.com/2020/04/06/world/coronavirus-domesticviolence.html?auth=login-google

[113] Nobre, M. (2020).

[114] Ventura Alfaro, J.M. 2020; Lopez, O. and Murray, C. Murders of women in Mexico rise amid fears of lockdown violence. *Reuters*. 27 April. https://www.reuters.com/article/us-mexico-womenviolence-trfn/murders-of-women-in-mexico-rise-amid-fears-of-lockdown-violenceidUSKCN22930V

[115] Interview 24

[116] Oxfam, Care, ROPPA et al. 2020.

[117] ESCRNet, 2020.

[118] Paulson et al. 2020

[119] IUF. 2020. 14B; ESCRNet. 2020.

[120] Oxfam, Care, ROPPA et al. 2020.

[121] Oxfam, Care, ROPPA et al. 2020.

[122] Interview 4

[123] Oxfam, Care, ROPPA et al. 2020.

[124] Oxfam, Care, ROPPA et al. 2020.

[125] Oxfam, Care, ROPPA et al. 2020.

[126] CEDAW. 2016.

[127] Interview 15

[128] IUF, 2020,10.

[129] Oxfam, Care, ROPPA et al. 2020.

[130] IUF. 2020. 7.

[131] Oxfam, Care, ROPPA et al. 2020.

[132] CEDAW. 2016.

[133] CEDAW. 2016.

[134] CEDAW. 2016.

[135] FAO. 2020. Gendered impacts of COVID-19 and equitable policy responses; *ESCRNet. 2020.*; Oxfam, Care, ROPPA et al. 2020.

[136] Oxfam, Care, ROPPA et al. 2020.

[137] Le harcèlement est toute conduite inappropriée et malvenue dont on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elle offense ou humilie une autre personne ou qu'elle soit perçue comme telle. Le harcèlement peut prendre la forme de mots, de gestes ou d'actions qui tendent à contrarier, inquiéter, abuser, rabaisser, intimider, déprécier, humilier ou embarrasser une autre personne ou qui créent un environnement de travail intimidant, hostile ou offensant. Source : Via Campesina, FIAN et al. 2020.

[138] Interview 15

[139] Interview 15

[140] Nobre, M. 2020.

[141] Pleyers, G. 2020.

[142] Interview 1

[143] CSM Women's Group. Internal Document. 20 May 2020. Interview 15.

[144] CEDAW. 2016.

[145] Interviews 9,14, 15

[146] FAO. 2020. Gendered impacts of COVID-19; Oxfam, Care, ROPPA et al. 2020.

[147] IUF, 2020. 9.

[148] Oxfam, Care, ROPPA et al. 2020.

[149] Interview 4

[150] FAO, Gendered impacts of COVID-19 and equitable policy responses in agriculture, food security and nutrition (CA9198):

[151] (CARE and IRC, 2020).

[152] CSM Women's Group. Internal Document. 20 May 2020.

[153] Oxfam, Care, ROPPA et al. 2020.

[154] Interview 4

[155] Témoignages envoyés par e-mail aux auteurs.

[156] Témoignages envoyés par e-mail aux auteurs.

[157] CSM Women's Group. Internal Document. 20 May 2020.

[158] Interview 8

[159] FAO. 2020. Gendered impacts of COVID-19 and equitable policy responses.

[160] Interview 9

[161] FAO. 2020. Legal considerations.

[162] Les planchers de protection sociale sont des ensembles nationaux de garanties de sécurité sociale de base qui assurent une protection visant à prévenir ou à atténuer la pauvreté, la vulnérabilité et l'exclusion sociale. Source: Via Campesina, FIAN et al. 2020.

[163] ILO.2012. Recommendation 202. https://www.social-protection.org/gimi/ShowRessource.action?ressource.ressourceId=31088

[164] FAO. 2020. Social protection and COVID-19 response in rural areas.

[165] Pleyers, G. 2020. p 13.

[166] Pleyers, G. 2020. p 14.